

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2012

METROPOLE TELEVISION – M6
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
AU CAPITAL DE 50 353 585,60 €
SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE
92575 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX
339 012 452 RCS NANTERRE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 JUIN 2012
(L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2012, établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il sera notamment disponible sur le site de notre société www.groupem6.fr.

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE	4
A. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE	5
1. Environnement structurel et conjoncturel	5
1.1. Équipement et audiences	5
1.2. Environnement économique et données sur les principaux marchés du Groupe	6
a) Marché publicitaire	6
b) Données sur les autres marchés du Groupe	7
1.3. Environnement réglementaire et concurrentiel	8
2. Performances du Groupe	9
2.1. Antenne M6	9
2.2. Chaînes numériques	10
2.3. Diversifications et Droits Audiovisuels	10
3. Autres faits marquants et événements significatifs survenus depuis le 1er janvier 2012	11
4. Capital et cours de bourse	12
B. INCIDENCE SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES	14
1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	14
2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	15
3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	16
C. EVENEMENTS POST - CLOTURE	17
D. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES	17
1. Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé	18
2. Risques et incertitudes concernant le second semestre	18
E. PARTIES LIEES	19
F. INFORMATION SECTORIELLE	19
Comptes semestriels consolidés résumés	20
Annexe aux comptes semestriels consolidés résumés	26
Rapport des Commissaires aux Comptes	59

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 5 à 20 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly sur Seine le 24 juillet 2012



Nicolas de Tavernost
Président du Directoire

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
AU 30 JUIN 2012

A. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE

1. Environnement structurel et conjoncturel

1.1. Équipement et audiences

A la suite de l'extinction du signal analogique le 30 novembre 2011, plus de 98% des foyers français disposent désormais d'une réception numérique (TNT, Câble, Satellite ou ADSL).

Au début de l'année 2012, l'équipement des foyers par mode de réception est le suivant (*source : société et Médiamétrie*) :

Équipement des foyers français par mode de réception

en % des foyers français	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	2 ^{ème} semestre 2011
Analogique seul (offre restreinte)	18%	11%	4%	2%
TNT Gratuite	42%	48%	52%	52%
Abonnés CabSat et ADSL payant	26%	25%	22%	20%
Réception TV ADSL gratuit	14%	16%	22%	25%
Total foyers équipés TV	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Avec 52% des foyers français équipés en TNT gratuite à fin décembre 2011, l'offre de TNT gratuite reste le principal accès des Français à une offre multi-chaînes.

La réception TV par ADSL gratuit poursuit sa progression, avec 25 % des foyers équipés, alors que le nombre de foyers français abonnés à une offre payante (réception par câble, satellite ou ADSL) est en baisse.

L'ensemble des Français a donc accès aujourd'hui à au moins 18 chaînes, ce qui se traduit par une poursuite de la fragmentation des audiences entre les chaînes analogiques historiques et les chaînes de la TNT.

Au 1^{er} semestre 2012, les six grandes chaînes concentrent désormais 66,7% des parts d'audience (4 ans et plus) contre 67,4% au 1^{er} semestre 2011 ; parallèlement, les « Autres TV », qui comprennent les chaînes de la TNT, de l'ADSL, du câble et satellite, agrègent 33,3 % des parts d'audience (4 ans et plus) contre 32,6% au 1^{er} semestre 2011. A elles seules, les chaînes de l'offre gratuite de TNT représentent au 1^{er} semestre 2012 21,9% de part d'audience contre 20,9% au 1^{er} semestre 2011 (*source : Médiamétrie, 4 ans et plus*).

1.2. Environnement économique et données sur les principaux marchés du Groupe

En France comme dans l'ensemble de la zone euro, l'activité a été stable au 1^{er} semestre (PIB +0,0%) selon l'INSEE. Cette stabilité masque néanmoins un repli des investissements des entreprises dû à la faiblesse des perspectives d'activité, et une baisse de la consommation de produits manufacturés.

Dans les services comme dans l'industrie, le climat des affaires, tel qu'il est retracé dans les enquêtes de conjoncture, s'est dégradé en mai 2012. Ainsi « *Dans l'industrie manufacturière, le constat fait par les chefs d'entreprise sur leurs carnets de commande globaux et sur les perspectives générales dans le secteur se dégrade nettement en mai* ».

L'INSEE estime ainsi que l'activité sera peu dynamique en France au 2^{ème} semestre, la consommation des ménages atone, en lien notamment avec une détérioration du marché du travail.

L'environnement macro-économique demeure donc fragile, affecté de surcroît par les craintes portant sur le poids de l'endettement public et les risques souverains associés des pays de la zone Euro, qui pourraient négativement impacter la croissance économique (*selon Insee, note de conjoncture Juin 2012*).

a) Marché publicitaire

Après un début d'année relativement stable, cette conjoncture économique dégradée a affecté significativement les dépenses des annonceurs sur la majorité des supports medias, notamment la télévision, à partir du mois de mai, avec pour principales conséquences une visibilité limitée sur les campagnes publicitaires et un déséquilibre entre l'offre et la demande d'espaces publicitaires ayant entraîné un effet volume puis prix défavorable.

De surcroît le marché publicitaire TV en France a été marqué au cours du 1^{er} semestre 2012 par une poursuite de la modification de la répartition des investissements publicitaires entre les chaînes historiques et les chaînes de la TNT gratuite :

	Chaînes hertziennes historiques	Chaînes gratuites de la TNT	Chaînes de l'ADSL, du câble et du satellite	Total chaînes
Investissements bruts (en K€)	2 683 575	1 350 476	420 708	4 454 759
Croissance (en %) vs. 1 ^{er} semestre 2011	-0,5%	+15,6 %	-1,0%	+3,8%
Part de marché brute (en %) S1 2012	60,2%	30,3%	9,4%	100%
Part de marché brute (en %) S1 2011	62,9%	27,2%	9,9%	100%

Source : Kantar Media, chaînes hertziennes hors parrainage et chaînes régionales, 1^{er} semestre 2012

Si les investissements publicitaires bruts « télévision » (avant remises et dégressifs) sont en croissance de +3,8% sur un an, atteignant 4,5 milliards d'euros, cette progression masque une rupture entre le 1^{er} trimestre (+7,3%), et le 2^{ème} trimestre (+0,9%).

Ainsi les chaînes historiques connaissent-elles une baisse des investissements bruts au 2^{ème} trimestre (-1,8%), après une croissance modérée au 1^{er} trimestre (+1,0%).

b) Données sur les autres marchés du Groupe¹

- **Cinéma et vidéo : la fréquentation en salle repart à la hausse tandis que le marché de la vidéo continue de reculer**

Selon les estimations CNC, la fréquentation des cinémas atteint 101,8 millions d'entrées sur les six premiers mois de l'année, en progression de +4,7% par rapport au 1^{er} semestre 2011, en raison notamment d'un très bon mois d'avril 2012 (« *Avengers* », « *Le Prénom* » et « *Sur la piste du Marsupilami* »).

Selon le baromètre CNC-GfK (1^{er} trimestre 2012), les ventes de vidéo (DVD et Blu-ray) en France ont baissé de -11,8% à 282,4 M€ Cette évolution s'explique par la baisse du chiffre d'affaires des ventes de DVD, le chiffre d'affaires du Blu-ray continuant de progresser.

- **Vente à distance : la croissance des ventes est soutenue au 1^{er} trimestre 2012**

Le bilan du e-commerce au 1^{er} trimestre 2012, publié par la Fevad, laisse apparaître une croissance du chiffre d'affaires des ventes sur Internet de +24% à 11,0 milliards d'euros. Par ailleurs, le nombre de cyber-acheteurs a progressé de +11% pour atteindre 31 millions de personnes.

La progression du nombre de sites se poursuit avec 104 100 sites marchands actifs recensés par la Fevad, en hausse de +22% en un an.

Dans un marché des ventes des produits techniques (Hi-fi et électroménager) en repli, les ventes sur Internet continuent de progresser à un niveau de croissance de +5% sur le 1^{er} trimestre 2012 (contre +7% au 1^{er} trimestre 2011 et +16% au premier trimestre 2010).

- **Internet : un tiers du temps consacré au visionnage des vidéos en ligne s'effectue sur les chaînes de télévision**

La consommation de télévision sur internet continue de se développer en 2012. En mars 2012, 14,4 millions d'internautes ont regardé au moins une vidéo sur un site de chaîne de télévision, soit près de la moitié des vidéonautes (47 %). En terme de durée, c'est un tiers du temps passé sur la vidéo qui est consacré aux players de chaînes de télévision. Cette part de temps n'a cessé de progresser tout au long du 1^{er} trimestre 2012 : en janvier 2012, 25% du temps passé était consommé sur les players TV et 30% en février 2012. (source : Médiamétrie/NetRatings – mars 2012). Selon l'Hadopi, l'audience des sites gratuits de télévision de rattrapage et payants de vidéo à la demande (VOD) a augmenté de 25,7% dans la seconde moitié de janvier, après la fermeture d'un site de téléchargement illégal mi-janvier 2012.

Par ailleurs, selon l'Observatoire TV connectée CSA-NPA juin 2012, la part d'internautes disposant d'un équipement permettant d'accéder à des services de TV connectées a considérablement progressé depuis octobre 2011. Ils étaient 49% en octobre 2011, ils sont aujourd'hui 64% soit près de 2 internautes sur 3.

- **Football**

La Ligue de Football Professionnel (LFP) a clôturé en juin son appel d'offres sur les droits de la Ligue 1 pour les saisons 2012-2016. Le montant global annuel définitif est de 607 millions d'euros, soit une baisse de 61 millions par rapport au contrat précédent (-10%).

¹ Les données recueillies correspondent aux données disponibles à la date d'établissement du présent rapport et ne couvrent donc pas, dans leur majorité, l'ensemble du 1^{er} semestre 2012.

Sachant qu'en moyenne les droits TV représentent 58% des revenus des clubs de football professionnels (*Rapport de la Ligue, Saison 2010-2011*), le résultat de cet appel d'offre signifie donc une baisse sensible des revenus pour les clubs de Ligue 1, et notamment pour le Football Club des Girondins de Bordeaux (F.C.G.B.).

1.3. Environnement réglementaire et concurrentiel

Les principaux événements récents concernant l'environnement réglementaire et concurrentiel du Groupe sont mentionnés ci-après. Ils complètent et mettent à jour la lecture de l'ensemble des informations détaillées dans le Document de Référence 2011 enregistré auprès de l'AMF en date du 11 avril 2012 et disponible sur le site www.amf-france.org ainsi que sur le site de la société www.groupem6.fr.

1.3.1 Gestion du spectre

- **Attribution de six nouvelles autorisations pour des services diffusés en TNT gratuite**

Dans le cadre de l'appel à candidatures qu'il a lancé en octobre 2011 pour la diffusion de six chaînes en haute définition sur la télévision numérique terrestre (TNT) à la suite de la libération des fréquences analogiques, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a sélectionné six projets le 27 mars 2012, dont 6ter, projet de chaîne familiale porté par le Groupe M6. Les autorisations des chaînes seront délivrées en juillet. Les services seront lancés en décembre 2012 sur les nouveaux multiplex R7 et R8, principalement sur les zones de Paris, Bordeaux et Marseille, soit 25 % de la population française en métropole.

- **Abrogation de deux autorisations pour des services diffusés en TNT payante**

Par une décision du 12 avril 2012, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a abrogé la décision du 10 juin 2003 autorisant la chaîne TPS Star à utiliser une ressource radioélectrique pour l'exploitation d'un service diffusé sous conditions d'accès par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a également accepté, dans une décision du 31 mai 2012, la demande d'abrogation de la chaîne CFoot, autorisée et lancée en 2011.

- **Canaux compensatoires**

La loi du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur octroie aux chaînes historiques privées (TF1, M6 et Canal+) un canal compensatoire, disponible à compter du 1er décembre 2011, en contrepartie du préjudice résultant de l'extinction anticipée de la diffusion par voie analogique (atteinte au droit acquis). Le gouvernement a déposé un projet de loi abrogeant ce dispositif toujours en vigueur mais remis en cause par la Commission européenne.

- **Abrogation de la télévision mobile personnelle**

Les décisions de 2010 autorisant l'édition de services de télévision mobile personnelle ont été abrogées par une nouvelle décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 14 février 2012, constatant l'absence de lancement des services.

1.3.2 Concurrence

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel devrait se prononcer cet été sur le projet de rachat des chaînes Direct 8 et Direct Star par les sociétés Vivendi et Groupe Canal Plus au titre de l'article 42-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée. Cette opération doit parallèlement être autorisée par l'Autorité de la concurrence dans le cadre du contrôle des concentrations.

2. Performances du Groupe

Au 1^{er} semestre 2012, le Groupe M6 est parvenu à limiter les effets de la dégradation de la tendance publicitaire :

- les activités de télévision ont montré une bonne résistance, prouvant la pertinence de la stratégie visant à un renforcement des contenus.
Dans la continuité des exercices précédents, les contenus ont en effet été au cœur du développement, en vue de conforter la position de la famille de chaînes, dans un environnement de marché en pleine mutation, marqué par la poursuite du développement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT), la fragmentation des audiences, et un environnement économique incertain.
- le Groupe a continué à déployer ses activités de diversification dont l'augmentation de la rentabilité a permis de compenser en partie la baisse du résultat opérationnel du segment TV.
M6 s'est efforcé de perpétuer son modèle de revenus équilibrés, permettant de développer les recettes non publicitaires en s'appuyant notamment sur la force des marques du Groupe et sur ses savoir-faire en matière d'acquisitions de droits audiovisuels, de produits dérivés et de licences ou encore de services et d'offres interactives.

2.1. Antenne M6

Au 1^{er} semestre 2012, M6 est la chaîne française qui connaît la plus forte progression d'audience et la seule chaîne historique qui progresse, atteignant 11,4 % vs 10,5% au 1^{er} semestre 2011 (*4 ans et plus, source Médiamétrie*).

Ce renforcement stratégique résulte d'une part de sa programmation événementielle, avec la diffusion de l'UEFA Euro 2012, et d'autre part de la pertinence des marques fortes de l'antenne qui continuent d'enregistrer d'excellents scores (L'Amour est dans le pré, Scènes de Ménages, NCIS, Top Chef, ...) et concourent à la progression des audiences de la chaîne.

Ces performances d'audience récompensent un investissement dans la grille de programmes, dont le coût atteint 178,7 M€ en progression de 18,8 M€ presque exclusivement liée à la retransmission du championnat d'Europe des nations de football. L'Euro 2012 permet en effet à la chaîne de réaliser des performances record, à l'instar de la retransmission du match Suède / France qui a rassemblé 12,2 M de téléspectateurs, soit sa 2^{ème} meilleure audience historique.

La part d'audience sur la cible commerciale privilégiée (Ménagères de moins de 50 ans, journée entière) progresse également, atteignant 17,3% (17,1% à fin juin 2011). Sur la tranche horaire stratégique 18h-23h, elle atteint même 20,8%.

2.2. Chaînes numériques

Le Groupe M6 a poursuivi son développement sur la TNT gratuite grâce à W9, qui a conservé sa place de leader de la TNT sur la cible commerciale privilégiée grâce à ses performances d'audience. Au 1^{er} semestre 2012, la chaîne a en effet atteint une part d'audience moyenne sur les femmes de moins de 50 ans responsables des achats de 4,1%, stable par rapport au 1^{er} semestre 2011 (*source Médiamétrie*).

Sur l'ensemble des individus, la part d'audience de la chaîne atteint 3,1% (vs. 3,2% au 30 juin 2011, 4 ans et plus).

Par ailleurs W9 consolide son rang de première chaîne de la TNT sur la tranche horaire stratégique 18h-23h.

Aux côtés des films (« *Pretty Woman* », avec 1,9 million de téléspectateurs) et des séries (« *Glee* », « *Spartacus* »), les magazines (« *Le Convoi de l'extrême* », « *Enquête d'action* ») ainsi que les programmes de télé-réalité (« *La Belle et ses princes presque charmants* », « *Les Ch'tis à Ibiza* ») figurent parmi les meilleures audiences du semestre.

Dans l'univers de la télévision payante, les chaînes du Groupe ont conforté leurs succès, notamment (*Mediamétrie Mediamat thematik vague 23, janvier-juin 2012*) :

- Paris Première, qui est la chaîne payante la plus regardée par l'ensemble du public avec près de 16 M de téléspectateurs chaque mois et la 1^{ère} chaîne généraliste payante auprès des CSP+ ;
- Téva, affiche un nouveau record d'audience (+23% sur un an) et s'installe comme la 1^{ère} chaîne généraliste payante, tout en conservant sa place de leader sur les ménagères de moins de 50 ans.

2.3. Diversifications et Droits Audiovisuels

La stabilité de l'activité des diversifications et droits audiovisuels au 1^{er} semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011 masque néanmoins les évolutions différentes de chacun des pôles.

Le pôle **Droits Audiovisuels** n'a bénéficié d'aucune sortie cinéma majeure au 1^{er} semestre. Trois films sortis en salle ont toutefois connu un bon succès avec environ 0,5 million d'entrées chacun (« *Le Pacte* », « *Underworld 4* » et « *Ghost Rider 2* »), permettant à SND de se classer en 12^{ème} position des distributeurs de films en France, avec près de 2 millions d'entrées pour 6 films.

L'activité vidéo a quant à elle affiché au 1^{er} semestre 2012 une forte progression, bénéficiant du succès de « *Twilight 4* ».

Concernant le pôle **Interactivité** :

- les audiences des sites du Groupe (12,0 millions de visiteurs uniques en mai 2012), et particulièrement des sites de catch-up (le nombre de vidéos vues continue d'augmenter, 289 millions sur le 1^{er} semestre 2012 contre 255 millions sur le premier semestre 2011) permettent de renforcer l'attractivité de M6 Web auprès des annonceurs ;
- la licence M6 Mobile by Orange, qui compte au 30 juin 2012 2 millions de clients, résiste dans le nouveau contexte concurrentiel, grâce à la refonte de son offre et au lancement d'une nouvelle campagne publicitaire à destination des jeunes adultes.

Les activités de **Ventadis** (Vente à distance) ont été marquées par un bon niveau d'activité malgré la pression concurrentielle qui caractérise actuellement le marché du e-commerce.

HSS bénéficie du succès de l'émission M6 Boutique et MisterGoodDeal.com de la refonte de son site internet en mai 2012 (meilleure navigation, recherche facilitée).

L'activité monAlbumPhoto.fr poursuit sa progression et a vu son catalogue élargi sur le début d'année.

M6 Interactions achève la transition de son modèle de revenus en arrêtant les activités Collections / Edition / Presse, et en se concentrant sur ses activités Musique et Spectacle. Ainsi, les deux dernières collections actives sur le début d'année 2012 (« *Bakugan* » et « *Betty Boop* ») ont été arrêtées en juin.

L'activité Musique a quant à elle été marquée par les succès de l'album de Lana Del Rey et de l'album de Gotye (vendu à 96 000 exemplaires) ainsi que du titre « *Tacata* », qui a fait son entrée dans le Top Singles France en avril 2012 pour y rester 15 semaines au total, dont une semaine en tant que n°1.

L'activité Spectacle a co-produit le spectacle musical Adam et Eve, et bénéficie toujours du succès de Mamamia et Holyday on Ice.

Par ailleurs, les activités de licences, dont le chiffre d'affaires est désormais comptabilisé dans le pôle Antenne M6, continuent leur développement.

Ainsi la carte M6 Mozaïc compte désormais plus de 800 000 souscriptions et le premier semestre 2012 a vu le succès des opérations de merchandising telles que « Un vin presque parfait » ou le restaurant éphémère Top Chef à l'Alcazar.

Enfin, le **Football Club des Girondins de Bordeaux** (F.C.G.B.) a terminé la saison 2011-2012 en 5^{ème} position de la Ligue 1, place qualificative pour l'Europa League. Si la première partie de la saison écoulée a été difficile pour le Club, celui-ci a opéré un redressement remarquable depuis janvier, qui lui a permis d'obtenir une place européenne à l'issue du championnat, et de bâtir une équipe solide en vue de la saison 2012-2013.

Néanmoins sur le premier semestre la structure de coûts du club, qui n'étaient pas compensés par des recettes liées à une participation à la Champion's League, a pesé sur ses résultats financiers.

Par ailleurs et concernant le futur stade qui sera construit dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) entre la ville de Bordeaux et le Groupe Vinci et dont le F.C.G.B. sera le club résident, le permis de construire devrait être délivré par la ville de Bordeaux d'ici la fin du mois de juillet, pour un début des travaux en octobre 2012.

3. Autres faits marquants et événements significatifs survenus depuis le 1^{er} janvier 2012

Le 13 janvier 2012 le Groupe M6 a cédé sa participation de 9,1% dans la société de production et distribution cinématographique américaine Summit Entertainment à l'occasion du rachat total du studio par la société Lions Gate. Le contrat de distribution exclusif des films Summit Entertainment par SND se poursuit en dépit du changement de l'actionnariat. Les impacts de l'opération sur les comptes du premier semestre 2012 du Groupe sont décrits en note 17 des annexes aux comptes consolidés du présent document.

Le 14 février 2012, le Conseil de Surveillance a nommé, sur proposition de Nicolas de Tavernost, Robin Leproux Vice-Président du Directoire en charge des activités commerciales et du développement, après que Catherine Lenoble, Membre du Directoire en charge de la Publicité, a décidé de faire valoir ses droits à la retraite à compter du 31 mars 2012. La nomination de Robin Leproux est effective depuis le départ effectif de Catherine Lenoble et pour la durée restant de son mandat, soit jusqu'au 25 mars 2015.

En outre, à des fins de simplification de l'organigramme et de la gestion du Groupe, Télévente Promotion et M6 Boutique La Chaîne ont été fusionnés dans H.S.S avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Concernant les principales procédures judiciaires et d'arbitrage mentionnées dans le document de référence 2011, les faits suivants sont à noter :

- **Requalification en contrat de travail des contrats des candidats aux émissions de télé-réalité**

Un jugement concernant 22 participants, favorable à M6, a été rendu par le Conseil des Prud'hommes de Nanterre le 30 mars 2012, estimant que les candidats n'étaient pas liés par un contrat de travail mais par un contrat de participation à un jeu, et excluant donc la compétence du Conseil des Prud'hommes au profit de celle du Tribunal de Grande Instance. Les 22 candidats ont formé un contredit devant la Cour d'appel qui devrait statuer avant la fin de l'année 2012.

- **Seconde notification opération TPS/CanalSatellite**

L'Autorité de la Concurrence avait décidé le 20 septembre 2011 de retirer l'autorisation de rachat par Vivendi Universal et Canal+ de TPS et CanalSatellite suite au non-respect des engagements pris par le Groupe Canal+ ayant conditionné l'opération. Cette opération avait été notifiée à nouveau par Canal+ le 24 octobre 2011.

Au cours du 1^{er} semestre 2012, le Groupe M6 a répondu aux tests de marché de l'Autorité. Une décision est attendue avant la fin du mois de juillet.

À la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu au 1^{er} semestre 2012, susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

4. Capital et cours de bourse

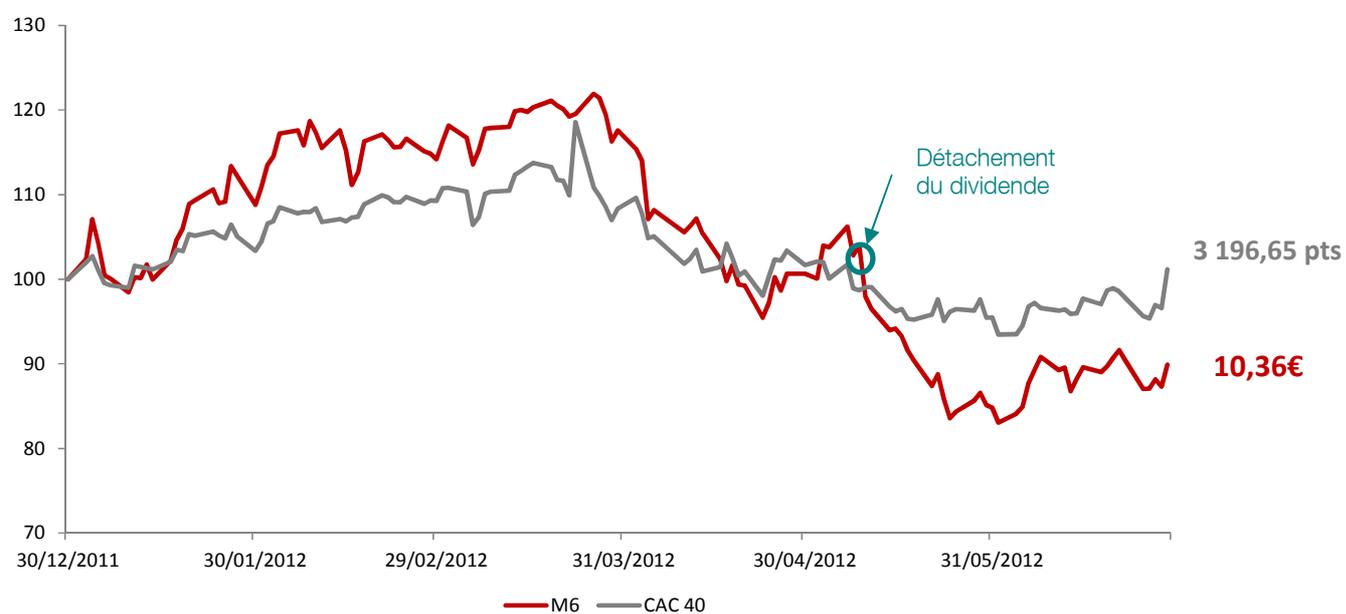
Au titre du programme de rachats d'actions en vue d'annulation, 500 000 titres Métropole Télévision ont été acquis au premier semestre 2012, pour un montant global de 4,9 M€.

Le capital social de la société est ainsi composé au 30 juin 2012 de 125 883 964 actions d'une valeur nominale de 0,40 €, soit un capital social de 50 353 585,60 €

Les formalités juridiques de constatation de cette augmentation de capital seront effectuées selon la réglementation en vigueur.

Sur le 1^{er} semestre 2012, le cours de bourse de M6 a enregistré une baisse de -10,1% (calcul sur la base du cours de clôture à fin 2011), tandis que le CAC 40 est en hausse de +1,2% sur la même période.

Evolution du cours de l'action M6 Métropole TV et du CAC 40 – 1^{er} semestre 2012 :



Source : Euronext

B. INCIDENCE SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

Présentation synthétique

en M€	30-juin-12	30-juin-11	% variation
Chiffre d'affaires consolidé	710,8	719,7	-1,2%
dont revenus publicitaires chaîne M6	342,1	356,5	-4,0%
dont autres revenus publicitaires	81,4	76,6	+6,3%
<i>sous-total revenus publicitaires Groupe</i>	<i>423,5</i>	<i>433,1</i>	<i>-2,2%</i>
dont revenus non publicitaires	287,3	286,7	+0,2%
Résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé	125,3	146,9	-14,7%
Résultat opérationnel (EBIT) consolidé	124,6	144,5	-13,8%
Résultat financier	22,7	1,5	<i>n.s</i>
Impôts différés et exigibles	-52,9	-54,5	-2,9%
Résultat net de la période attribuable au Groupe	94,4	91,5	+3,1%

A l'issue du premier semestre de l'exercice 2012, le Groupe M6 enregistre une baisse (-1,2%) de son chiffre d'affaires consolidé, qui s'établit à 710,8 M€ Après un 1er trimestre en progression, l'environnement économique incertain s'est traduit à compter du mois de mai par un recul du marché publicitaire, conduisant à un 2ème trimestre en repli de -5,7%.

Sur les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaire publicitaire du Groupe affiche une baisse de -2,2%, quand les revenus non publicitaires sont en légère progression de +0,2%, atteignant 287,3 M€

Par segment, les évolutions sont les suivantes :

en M€	1er Trimestre			2ème Trimestre			1er Semestre		
	2012	2011	%	2012	2011	%	2012	2011	%
Antenne M6	168,2	165,6	+1,6%	183,3	196,2	-6,6%	351,5	361,8	-2,8%
Chaînes Numériques	43,4	39,4	+10,2%	48,1	49,4	-2,7%	91,5	88,8	+3,0%
Diversifications et Droits audiovisuels	143,5	137,7	+4,2%	124,2	131,4	-5,4%	267,7	269,1	-0,5%
Chiffre d'affaires consolidé	355,1	342,7	+3,6%	355,7	377,0	-5,7%	710,8	719,7	-1,2%
Antenne M6	-	-	-	-	-	-	84,4	113,4	-25,6%
Chaînes Numériques	-	-	-	-	-	-	18,8	20,0	-5,9%
Diversifications et Droits audiovisuels	-	-	-	-	-	-	24,0	16,0	+50,4%
<i>Eliminations et résultats non affectés</i>	-	-	-	-	-	-	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>n.s</i>
Résultat opérationnel courant consolidé (EBITA)	-	-	-	-	-	-	125,3	146,9	-14,7%

Les revenus publicitaires de la **chaîne M6** sont en recul de 4,0% sur le semestre.

Le chiffre d'affaires des **chaînes numériques** du Groupe est en hausse de +3,0%, principalement sous l'impulsion de W9, qui consolide sa place de 1^{ère} chaîne de la TNT sur la cible commerciale (*Source Médiamétrie*).

Le chiffre d'affaires des **Diversifications et Droits Audiovisuels**, de 267,7 M€, est en légère baisse de -0,5% par rapport au premier semestre 2011, la progression du chiffre d'affaires

des droits audiovisuels, de Ventadis et du F.C.G.B. étant contrebalancée par le recul du celui de M6 interactions et de M6 Web.

Le résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé s'élève à 125,3 M€ (-14,7%), reflétant le recul du chiffre d'affaires publicitaire et les investissements réalisés dans l'Euro 2012. La marge opérationnelle courante consolidée atteint ainsi 17,6%.

Par segment, les évolutions sont les suivantes :

Antenne M6 : le coût de la grille s'établit à 178,7 M€, en progression de 18,8 M€, en lien avec la retransmission de l'Euro 2012. L'antenne M6 (chaîne, régie et filiales de production) dégage ainsi une marge opérationnelle courante de 24,0%.

Chaînes numériques : sous l'effet des investissements dans la grille de programmes de W9, la contribution des chaînes numériques à l'EBITA consolidé affiche une baisse de -1,2 M€ pour atteindre 18,8 M€, soit une marge opérationnelle courante de 20,6%.

Diversifications et droits audiovisuels : la contribution à l'EBITA consolidé atteint 18,0 M€ en progression de +8,0 M€. Le niveau de marge opérationnelle courante est de 9,0%, contre 5,9% au premier semestre 2011.

Au 30 juin 2012 le résultat financier ressort à +22,7 M€ (vs. +1,5 M€ au 30 juin 2011), dont +20,2 M€ (+18,4 M€ net d'impôt) de plus-value de cession, réalisée en janvier 2012, de la participation du Groupe dans le studio américain Summit Entertainment.

Le Groupe M6 dégage son meilleur résultat net semestriel depuis cinq ans (94,4 M€ en croissance de +3,1%), démontrant la pertinence de ses investissements. La marge nette atteint 13,3% au 30 juin 2012 contre 12,7% au 30 juin 2011.

2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Au 30 juin 2012, le total bilan s'établit à 1 344,8 M€ en recul de - 30,4 M€ (- 2,2%) par rapport au 31 décembre 2011.

Les actifs non courants s'élèvent à 379,8 M€, contre 379,4 M€ au 31 décembre 2011.

Cette stabilité s'analyse comme la somme de la réduction des actifs financiers disponibles à la vente (- 19,7 M€) après la cession des titres Summit Entertainment et l'enregistrement des titres Lions Gate, et l'accroissement des autres actifs financiers non courants (+ 20 M€) avec le placement de 20 M€ sur un compte séquestre dans le cadre du projet de nouveau stade de la ville de Bordeaux.

Hors trésorerie et équivalents de trésorerie, les actifs courants s'établissent à 713,9 M€ en forte progression (+ 46,7 M€ soit + 7,0%) par rapport au 31 décembre 2011.

L'augmentation des créances clients (+ 34,2 M€ soit + 11,7%) explique l'essentiel de la variation comme chaque année au cours du premier semestre en raison de la saisonnalité des activités.

La reconstitution des stocks de droits audiovisuels (+ 15,0 M€) est en partie compensée par la baisse des autres natures de stocks (- 3,6 M€).

La diminution des créances d'impôts courants (- 8,0 M€) explique pour une très large part le solde de la variation.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 251,1 M€ en recul de - 77,5 M€ par rapport au 31 décembre 2011 (cf. commentaires sur le tableau de flux de trésorerie consolidé).

Au passif du bilan, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 638,8 M€

Leur variation par rapport à la clôture 2011 (- 54,9 M€) s'explique principalement par :

- la distribution de dividendes pour - 126,2 M€;
- le résultat net du 1^{er} semestre 2012 pour + 94,4 M€;
- l'opération Summit Entertainment pour - 14,3 M€ nets d'imposition différée ;
- le rachat d'actions sur le marché pour - 9,8 M€

Les autres éléments composant le passif (passifs courants et non courants) s'établissent à 705,9 M€, en légère croissance par rapport au 31 décembre 2011 (681,4 M€).

Cette légère hausse (+ 3,6%) s'analyse comme la somme de la croissance des dettes fournisseurs (+ 47,4 M€) et de la réduction des autres passifs, notamment les autres dettes d'exploitation (- 13,5 M€) et les dettes fiscales et sociales (- 7,2 M€).

Au 30 juin 2012, aucune des lignes de crédit dont dispose le Groupe n'est en outre utilisée.

3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élèvent à + 106,5 M€ au 30 juin 2012, à un niveau significativement supérieur à celui relevé au 30 juin 2011 (+ 72,7 M€).

Cette hausse de + 33,8 M€ résulte des évolutions suivantes :

- la capacité d'autofinancement avant impôt dégagée par le Groupe s'établit à 171,9 M€ en recul de - 9,0 M€
Cette dégradation reflète la baisse du résultat opérationnel de - 19,9 M€ (pour s'établir à + 124,6 M€ au 30 juin 2012). Cette dernière est pour partie compensée par une hausse des charges comptables sans incidence sur la trésorerie, et notamment des amortissements et provisions hors actifs circulants qui affichent au 30 juin 2012 un niveau de dotations nettes de reprises supérieur à celui du premier semestre 2011 (soit + 8,8 M€).
- la variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »), hors créance et dette d'impôt, se traduit par un emploi de la trésorerie pour -25,8 M€, contre -43,7 M€ au premier semestre 2011.
Cette amélioration s'explique par un mix d'activité différent au sein des filiales du Groupe ayant conduit à une hausse des dettes fournisseurs au 30 juin sur quelques opérations significatives.
- Le décaissement lié à l'impôt sur le résultat s'établit à - 39,6 M€ contre - 64,5 M€ au premier semestre 2011. Cette variation (+ 24,9 M€ soit - 38,6%) d'une période à une autre est le reflet de l'évolution de l'impôt exigible entre 2010 et 2011 (- 13,4%), la charge d'un exercice fiscal N déterminant le solde d'impôt à régler en avril de l'année N+1 et le niveau d'acomptes à verser dans cette année.

Pour les six premiers mois de 2012, les flux de trésorerie affectés aux investissements ont consommé pour – 25,4 M€ de trésorerie alors qu'ils en avaient consommé pour - 37,7 M€ au premier semestre 2011.

- Il n'y a pas eu d'acquisitions ou de prises de participation sur le premier semestre 2012 alors que les décaissements liés à ce type d'investissements s'établissaient à – 9,1 M€ sur le premier semestre 2011 (Cyréalys, TCM, Panorabanque, Quicksign et Films de la Suane).
- En revanche, le premier semestre 2012 a été marqué par l'encaissement de +24,8 M€ au titre de la transaction Summit.
- Enfin, les investissements plus récurrents (achats de droits par SND, achats et ventes de joueurs par le FC Girondins de Bordeaux, renouvellement des équipements techniques et logiciels) affichent une forte croissance, de 14,9 M€, au 30 juin 2012 par rapport au 30 juin 2011.

Les flux de trésorerie résultant des opérations de financement constituent un emploi à hauteur de – 158,7 M€ quand ces flux s'établissaient à – 130,6 M€ au premier semestre 2011.

Cette variation de – 28,1 M€ s'explique principalement par le versement de 20 M€ sous compte séquestre dans le cadre du projet de nouveau stade de la ville de Bordeaux. Les programmes de rachat d'actions et de liquidité, qui ont pesé pour – 10,0 M€ sur le premier semestre 2012 sans équivalent sur le premier semestre 2011, expliquent le solde de la variation.

Le semestre se traduit donc par une baisse de la trésorerie de – 77,5 M€ par rapport au 31 décembre du précédent exercice, contre une baisse de trésorerie de – 95,7 M€ observée sur le premier semestre 2011.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent à + 251,1 M€ au 30 juin 2012 contre + 281,3 M€ au 30 juin 2011.

Le Groupe affiche une trésorerie nette disponible de + 254,6 M€ au 30 juin 2012.

C. EVENEMENTS POST - CLOTURE

A la connaissance de la société, aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} juillet 2012 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

D. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES

INCERTITUDES

1. Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le Groupe sont détaillés dans le Document de Référence 2011 enregistré auprès de l'AMF en date du 11 avril 2012 et disponible sur le site www.amf-france.org ainsi que sur le site de la société www.groupeM6.fr. Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

Les évolutions récentes concernant les litiges sont décrites dans le paragraphe A. 3 du présent rapport semestriel d'activité. Les risques financiers résultant des affaires en cours ont été estimés prudemment et provisionnés si nécessaire dans les comptes du Groupe. Par ailleurs, une mise à jour des expositions, sensibilités et couvertures éventuelles des risques de marché est détaillée en note 20.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

A la connaissance de la société, aucun événement survenu depuis le 1^{er} janvier 2012, hors éléments déjà mentionnés, ne modifie la description des principaux risques et incertitudes telle qu'effectuée dans le Document de Référence.

2. Risques et incertitudes concernant le second semestre

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité, dont les principes généraux sont détaillés en note 5 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

Plus spécifiquement concernant l'exercice 2012, les éléments suivants peuvent être ajoutés :

- L'incertitude sur l'activité économique ne permet pas d'envisager de rebond du marché publicitaire au 2^{ème} semestre. Toutefois le Groupe, grâce à ses très bonnes performances d'audience, devrait continuer à gagner des parts de marché.
- Les résultats des chaînes numériques, et en particulier de W9, sont exposés à l'incertitude sur leurs recettes publicitaires et à un effet de saisonnalité sur les coûts de grille, lié à la mise en place en septembre des nouveaux programmes pour la saison.
- Compte tenu de sa structure de coûts et des aléas liés aux éventuels transferts de joueurs, le Groupe n'est pas en mesure d'indiquer à ce stade avec précision le niveau de perte du F.C.G.B en 2012.
- Le projet de Loi de Finances rectificative pour 2012 en cours de discussion à l'Assemblée Nationale pourrait avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe.

En conclusion, le Groupe souhaite donc rappeler que, compte tenu des incertitudes liées au contexte économique actuel, de la saisonnalité traditionnelle de ses activités, le niveau de résultat courant opérationnel au 30 juin 2012 ne peut servir de base d'extrapolation pour ce même indicateur sur l'ensemble de l'exercice.

E. PARTIES LIEES

Les informations concernant les transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées en note 28 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

F. INFORMATION SECTORIELLE

Antenne M6

En M€	30/06/2012			30/06/2011			variation 2012/2011		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Chaîne M6 *	387,0	343,9	80,3	401,7	357,9	110,0	(14,7)	(14,0)	(29,8)
Filiales de production audiovisuelle et cinématographique	62,2	7,6	4,2	57,6	3,9	3,4	4,6	3,8	0,8
Eliminations intra-segment	(79,1)	0,0	0,0	(78,7)	0,0	0,0	(0,3)	0,0	0,0
Total Antenne M6	370,0	351,5	84,4	380,6	361,8	113,4	(10,5)	(10,2)	(29,0)

* y.c. M6 Publicité (régie)

Chaînes numériques

En M€	30/06/2012			30/06/2011			variation 2012/2011		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Total Chaînes Numériques	93,4	91,5	18,8	90,5	88,8	20,0	2,9	2,7	(1,2)

Diversifications et droits audiovisuels

En M€	30/06/2012			30/06/2011			variation 2012/2011		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Droits audiovisuels	61,4	41,1	1,9	52,2	38,7	(0,8)	9,2	2,4	2,7
Pôle Interactions	7,6	6,0	1,8	20,3	18,0	2,9	(12,6)	(12,0)	(1,1)
Pôle Ventadis	137,7	133,9	5,1	131,8	127,5	3,2	5,9	6,3	1,9
Pôle Interactivité	52,0	50,8	18,5	53,2	51,7	15,4	(1,2)	(0,9)	3,2
FCGB	36,3	36,0	(3,3)	33,5	33,2	(4,6)	2,9	2,8	1,3
Eliminations intra-segment	(7,3)	-	-	(9,6)	-	-	2,3	-	-
Total Diversifications & Droits Audiovisuels	287,7	267,7	24,0	281,3	269,1	16,0	6,5	(1,3)	8,1



METROPOLE TELEVISION – M6
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU CAPITAL
DE 50 353 585,60 €
SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE – 92575 NEUILLY-SUR-SEINE
CEDEX
339 012 452 RCS NANTERRE

**Comptes consolidés semestriels
résumés au 30/06/2012**

A.	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30/06/2012.....	22
1.	Etat de la situation financière consolidée.....	22
2.	Etat du résultat global consolidé	23
3.	Tableau de flux de trésorerie consolidé	24
4.	Etat de variation des capitaux propres consolidés	25
B.	Annexe aux Comptes consolidés	26
1.	Faits marquants du semestre.....	26
2.	Informations sur l'entreprise.....	26
3.	Préparation et présentation des états financiers consolidés	26
4.	Changements de méthodes	27
5.	Saisonnalité	28
6.	Regroupement d'entreprises	28
7.	Informations sectorielles.....	28
8.	Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles.....	30
9.	Rémunérations en actions	31
10.	Résultat financier	33
11.	Impôt sur le résultat	34
12.	Résultat par action.....	35
13.	Dividendes versés.....	35
14.	Immobilisations incorporelles	36
15.	Goodwill	37
16.	Immobilisations corporelles.....	37
17.	Actifs financiers disponibles à la vente	38
18.	Autres actifs financiers	38
19.	Stocks	39
20.	Instruments financiers	40
21.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	46
22.	Capitaux propres	47
23.	Dettes financières	49
24.	Passifs financiers	50
25.	Indemnités de départ en retraite	50
26.	Provisions	51
27.	Actifs et passifs éventuels	53
28.	Parties liées	55
29.	Événements post clôture	57
30.	Périmètre	58

A. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30/06/2012

1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2012	31/12/2011
Goodwill	15	74,8	74,8
Droits audiovisuels	14	56,9	65,7
Autres immobilisations incorporelles	14	64,9	55,0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		196,6	195,5
Terrains	16	18,6	18,6
Constructions	16	87,4	84,3
Autres immobilisations corporelles	16	22,9	25,0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		128,9	127,9
Actifs financiers disponibles à la vente	17	3,9	23,6
Autres actifs financiers non courants	18	22,7	2,7
Participations dans les entreprises associées		0,2	0,2
ACTIFS FINANCIERS		26,8	26,5
Actifs d'impôts différés		27,5	29,5
ACTIF NON COURANT		379,8	379,4
Stocks de droits de diffusion	19	180,5	165,5
Autres stocks	19	25,7	29,3
Créances clients nettes	20	326,9	292,7
Impôts courants		0,2	8,2
Instruments financiers dérivés	20.3	1,7	0,9
Autres actifs financiers courants	18	2,2	0,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	251,1	328,6
Autres actifs courants	20	176,8	169,8
ACTIF COURANT		965,0	995,8
TOTAL ACTIF		1 344,8	1 375,2

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2012	31/12/2011
Capital social		50,4	50,6
Prime d'émission		-	-
Actions propres		(6,3)	(1,6)
Réserves consolidées		504,9	485,3
Autres réserves		(4,5)	9,9
Résultat part du Groupe		94,4	149,6
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		638,8	693,7
Intérêts non contrôlants		0,1	0,1
CAPITAUX PROPRES	22	638,9	693,8
Provisions	25 et 26	14,3	8,5
Dettes financières	23	1,3	1,4
Autres passifs financiers	24	3,5	3,4
Dettes sur immobilisations		1,6	1,4
Autres dettes		0,4	-
Passifs d'impôts différés		-	4,0
PASSIF NON COURANT		21,1	18,8
Provisions	26	98,6	100,6
Dettes financières	23	-	1,5
Autres passifs financiers	24	6,0	6,3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		388,5	341,1
Autres dettes d'exploitation		82,2	95,7
Impôts courants		3,8	0,3
Dettes fiscales et sociales		93,8	101,0
Dettes sur immobilisations		11,9	16,2
PASSIF COURANT		684,8	662,6
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		1 344,8	1 375,2

INFORMATIONS FINANCIERES

COMPTES CONSOLIDES

2. Etat du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2012	30/06/2011
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE			
Chiffre d'affaires		710,8	719,7
Autres produits opérationnels	8.1	3,0	5,6
Total des produits opérationnels		713,8	725,3
Consommations et autres charges opérationnelles	8.2	(384,1)	(391,4)
Charges de personnel (yc participation)		(128,3)	(125,7)
Impôts, taxes et versements assimilés		(32,1)	(32,3)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises)	8.3	(44,6)	(31,0)
Perte de valeur des actifs non amortissables	8.3 / 15	-	(0,4)
Total des charges opérationnelles		(589,1)	(580,8)
Plus-value sur cessions d'immobilisations		-	-
Résultat opérationnel		124,6	144,5
Produits de la trésorerie		3,3	2,5
Coût de l'endettement		(0,4)	(0,2)
Réévaluation des instruments dérivés		(0,3)	(0,2)
Produit de cession des actifs financiers disponibles à la vente	17	20,2	-
Autres éléments financiers		(0,2)	(0,6)
Résultat financier	10	22,7	1,5
Part du résultat dans les sociétés associées		-	-
Résultat courant avant impôt		147,3	146,0
Impôt sur le résultat	11	(52,9)	(54,5)
Résultat net des activités poursuivies		94,4	91,5
Profit ou perte après impôt des activités abandonnées		-	-
Résultat net de la période		94,4	91,5
attribuable au Groupe		94,4	91,5
attribuable aux intérêts non contrôlants			
Résultat part du Groupe par action (en euros)	12	0,749	0,712
Résultat part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)		0,749	0,712
Résultat dilué part du Groupe par action (en euros)	12	0,746	0,708
Résultat dilué part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)		0,746	0,708
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE			
Résultat net consolidé		94,4	91,5
<i>Autres éléments du résultat global recyclables en résultat :</i>			
Variation de la valeur des instruments dérivés		1,1	(2,4)
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente	17	(17,4)	-
Variation des écarts de conversion		(0,8)	(0,7)
Impôts sur les éléments recyclables	11	2,7	0,8
<i>Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat :</i>			
Pertes et gains actuariels		(2,4)	0,6
Impôts sur les éléments non recyclables	11	0,8	(0,2)
Autres éléments du résultat global		(15,9)	(1,9)
Résultat global de la période		78,5	89,6
attribuable au Groupe		78,5	89,6
attribuable aux intérêts non contrôlants		-	-

INFORMATIONS FINANCIERES

COMPTES CONSOLIDES

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2012	30/06/2011
Résultat opérationnel		124,6	144,5
Amortissements et provisions hors actifs circulants		41,6	32,8
Plus-values et moins-values de cession		0,2	(1,3)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie *		2,6	2,6
Résultat opérationnel retraité des éléments sans incidence sur la trésorerie		169,0	178,6
Produits perçus de la trésorerie	10	3,0	2,5
Intérêts payés	10	(0,1)	(0,1)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPOT		171,9	180,9
Diminution / (Augmentation) des stocks nets	19	(11,4)	(8,3)
Diminution / (Augmentation) des créances d'exploitation nettes	20	(57,5)	(54,7)
(Diminution) / Augmentation des dettes d'exploitation	20	43,1	19,2
VARIATION du BESOIN en FONDS de ROULEMENT		(25,8)	(43,7)
Impôt sur les sociétés et assimilés décaissés	11	(39,6)	(64,5)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		106,5	72,7
Opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	14	(37,8)	(31,5)
Acquisition d'immobilisations corporelles	16	(12,6)	(6,9)
Acquisition d'immobilisations financières	17	(3,4)	(2,8)
Trésorerie nette résultant d'acquisitions de filiales		-	(6,7)
Trésorerie nette résultant des cessions de filiales		-	-
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	14 /16	-	2,9
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	17	28,2	(0,2)
Dividendes reçus		-	7,5
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(25,4)	(37,7)
Opérations de financement			
Augmentation / réduction de capital	22	(4,9)	-
Actifs financiers	18	(21,2)	(1,5)
Passifs financiers		(1,6)	(0,8)
Produits des exercices de stock-options		-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	22	(5,1)	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	13	(125,9)	(128,3)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(158,7)	(130,6)
Flux de trésorerie liés aux activités en cours de cession		-	-
Effet des écarts de conversion de trésorerie		0,1	(0,2)
VARIATION GLOBALE DE TRESORERIE	21	(77,5)	(95,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	21	328,6	376,9
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		251,1	281,3

* principalement liés à la charge comptabilisée conformément à IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions.

INFORMATIONS FINANCIERES

COMPTES CONSOLIDES

4. Etat de variation des capitaux propres consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Nombre d'actions (en milliers)</i>	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Réserves consolidées Résultat Groupe	Variations des justes valeurs Ecarts de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts non contrôlants	Capitaux propres
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2011	<i>128 957,9</i>	51,6	24,3	(8,5)	618,5	(4,1)	681,8	-	681,8
Variation de la valeur des instruments dérivés						(1,6)	(1,6)	-	(1,6)
Pertes et gains actuariels					0,4	-	0,4	-	0,4
Ecarts de conversion						(0,7)	(0,7)	-	(0,7)
Autres éléments du résultat					0,4	(2,3)	(1,9)	-	(1,9)
Résultat de la période					91,5		91,5	0,0	91,5
Résultat global total de la période					91,9	(2,3)	89,6	0,0	89,6
Dividendes distribués					(128,6)		(128,6)	-	(128,6)
Variations de capital de l'entreprise consolidante							-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres							-	-	-
Total des transactions actionnaires					(128,6)		(128,6)	-	(128,6)
Coûts des stocks options et des actions gratuites (IFRS2)					3,4		3,4	-	3,4
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites							-	-	-
Autres mouvements							-	-	-
SITUATION AU 30 JUIN 2011	<i>128 961,5</i>	51,6	24,3	(8,5)	585,2	(6,4)	646,2	0,0	646,2
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2012	<i>126 384,0</i>	50,6	-	(1,6)	634,9	9,9	693,7	0,1	693,8
Variation de la valeur des instruments dérivés						0,7	0,7	-	0,7
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente						(14,3)	(14,3)	-	(14,3)
Pertes et gains actuariels					(1,6)	-	(1,6)	-	(1,6)
Ecarts de conversion						(0,8)	(0,8)	-	(0,8)
Autres éléments du résultat					(1,6)	(14,4)	(15,9)	-	(15,9)
Résultat de la période					94,4		94,4	0,0	94,4
Résultat global total de la période					92,8	(14,4)	78,4	0,0	78,5
Dividendes distribués					(126,2)		(126,2)	(0,0)	(126,3)
Variations de capital de l'entreprise consolidante		(0,2)			(4,7)		(4,9)	-	(4,9)
Acquisitions/Cessions d'actions propres				(4,7)	(0,2)		(4,9)	-	(4,9)
Total des transactions actionnaires		(0,2)		(4,7)	(131,1)		(136,0)	(0,0)	(136,1)
Coûts des stocks options et des actions gratuites (IFRS2)					2,7		2,7	-	2,7
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites					0,0		0,0	-	0,0
Autres mouvements							-	-	-
SITUATION AU 30 JUIN 2012	<i>125 884,0</i>	50,4	-	(6,3)	599,3	(4,5)	638,8	0,1	638,9

B. Annexe aux Comptes consolidés

Sauf indication contraire, tous les montants rapportés dans l'annexe sont libellés en millions d'euros.

1. Faits marquants du semestre

Le 13 janvier 2012, le Groupe M6 a cédé sa participation de 9,1% dans la société de production et distribution cinématographique américaine Summit Entertainment à l'occasion du rachat du studio par la société Lions Gate. Le montant de la réévaluation 2011 des titres de participation non consolidés a été recyclé par résultat sur le 1^{er} semestre 2012. Les conséquences de cette transaction sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012 sont détaillées en note 17.

2. Informations sur l'entreprise

Les états financiers consolidés au 30 juin 2012 du groupe Métropole Télévision (le Groupe) ont été arrêtés par le Directoire du 23 juillet 2012 et examinés par le Conseil de Surveillance du 24 juillet 2012. Ils sont constitués des états financiers résumés et d'une sélection de notes explicatives.

Métropole Télévision est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, domiciliée au 89 avenue Charles de Gaulle, à Neuilly-sur-Seine en France. Elle est cotée à Paris sur le compartiment A d'Euronext (code ISIN FR0000053225). Elle est en outre consolidée suivant la méthode de l'intégration globale par le Groupe RTL coté sur les marchés de Bruxelles et de Luxembourg.

3. Préparation et présentation des états financiers consolidés

DECLARATION DE CONFORMITE ET BASES DE PREPARATION

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2012 ont été préparés en conformité avec IAS 34 - *Information financière intermédiaire* et sur la base d'états financiers résumés conformes aux normes IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS adopté dans l'Union Européenne au 30 juin 2012 est disponible à la rubrique Normes et interprétations IAS/IFRS, SIC et IFRIC adoptées par la Commission sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Les comptes semestriels n'incluent donc pas l'intégralité des informations nécessaires à l'établissement de comptes annuels. Ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2011.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2012 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2011, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2012.

NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS EN VIGUEUR AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE POUR LES EXERCICES OUVERTS A COMPTER DU 1ER JANVIER 2012

L'adoption des amendements suivants n'a pas eu d'impact sur l'information présentée par le Groupe :

- Amendements à IAS 12 – *Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2012 ;

- Amendements à IFRS 7 – *Informations à fournir : transferts d'actifs financiers*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2011.

APPLICATION DE NOUVELLES NORMES PAR ANTICIPATION DE LEUR DATE D'APPLICATION OBLIGATOIRE

Le Groupe a opté pour une application anticipée de l'amendement à IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2012.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des textes suivants dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2012 :

- Amendements à IAS 19 – *Régime à prestations définies*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- IAS 27 révisée – *Etats financiers individuels*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IAS 28 révisée – *Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 11 – *Accords conjoints*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 12 – *Informations à fournir sur les participations dans les autres entités*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014.

NORMES PUBLIEES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPROUVEES PAR L'UNION EUROPEENNE

Le Groupe pourrait être concerné par :

- Améliorations annuelles des IFRS, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- Amendements à IAS 32 – *Compensation des actifs financiers et passifs financiers*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 9 – *Instruments financiers (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers)*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2015 ;
- IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- Amendements à IFRS 7 – *Informations à fournir, compensation des actifs financiers et passifs financiers*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013.

4. Changements de méthodes

Le Groupe a opté pour une application anticipée de l'amendement à IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2012.

Cet amendement demande de distinguer dans les autres éléments du résultat global, les éléments qui seront recyclés en compte de résultat de ceux qui ne le seront pas. Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur la présentation de l'état du résultat global consolidé publié par le Groupe.

5. Saisonnalité

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité et il en résulte généralement un résultat net consolidé du 1^{er} semestre supérieur à celui enregistré sur le second semestre.

Notamment, les chaînes pâtissent au cours du second semestre à la fois d'un niveau moindre des recettes publicitaires durant les mois d'été et d'une augmentation des coûts liés aux programmes au moment de la rentrée de septembre et des fêtes de fin d'année. Cette saisonnalité peut cependant être significativement modifiée dans le cas où un ou des événements ponctuels pesant sur le coût des programmes (événements sportifs majeurs par exemple) sont diffusés au cours du 1^{er} semestre.

Les activités du pôle Ventadis sont marquées par une saisonnalité forte avec un accroissement du chiffre d'affaires et du résultat au second semestre, porté par les ventes réalisées dans le contexte des fêtes de fin d'année.

Le résultat du FC Girondins de Bordeaux est fortement corrélé à la participation et au succès du club dans les compétitions avec éliminations (coupes, compétitions européennes) et à la cession de joueurs. Le 1^{er} semestre est ainsi généralement meilleur que le second, la prime de classement liée à la performance du club en Ligue 1 (championnat de France) étant reconnue au cours du second semestre de la saison sportive qui correspond au 1^{er} semestre de l'année civile et de l'exercice du Groupe.

Les autres activités du Groupe sont moins affectées par des effets de saisonnalité.

6. Regroupement d'entreprises

ACQUISITION DE L'EXERCICE :

Le Groupe n'a pas acquis de nouvelles filiales au cours du 1^{er} semestre 2012.

7. Informations sectorielles

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le Groupe applique IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, afin de présenter son résultat, son bilan et ses investissements par secteur opérationnel pertinent.

Ces secteurs sont en effet ceux sur lesquels est basé le reporting de gestion interne établi mensuellement et communiqué au principal décideur opérationnel, le Directoire, ainsi qu'aux autres décisionnaires opérationnels, les dirigeants des filiales ou directions du Groupe.

Les indicateurs de performance plus particulièrement suivis sont le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant (EBITA), qui se définit comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges liés aux regroupements d'entreprises et du résultat de cession de filiales et participations. Sont également analysés régulièrement les capitaux employés et les investissements réalisés par secteur afin d'apprécier la rentabilité des ressources allouées aux secteurs et de décider de la politique d'investissement future.

Les secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

ANTENNE M6

Le secteur inclut la chaîne M6, reposant sur un modèle économique financé entièrement par la publicité et sur une large diffusion numérique SD et HD sur les réseaux hertzien, ADSL, câble et satellite, et l'ensemble des activités qui y sont principalement associées telles que les activités de production, de coproduction et la régie publicitaire.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

CHAINES NUMERIQUES

Le secteur inclut les chaînes du Groupe dont la diffusion est uniquement numérique (réseau TNT ou dans le cadre des « bouquets » diffusés via le câble ou le satellite). Ces chaînes, qualifiées dans un premier temps de chaînes thématiques, ont considérablement accru leur part de marché tant en terme d'audience qu'en terme de revenus publicitaires au cours des dernières années.

Le modèle économique des chaînes dites « payantes » repose sur un financement mixte (publicité, reversements des distributeurs) alors que celui des chaînes gratuites (diffusion en TNT SD gratuite) dépend uniquement de la publicité.

DIVERSIFICATIONS ET DROITS AUDIOVISUELS

Le secteur inclut l'ensemble des activités considérées comme autonomes pour tout ou partie par rapport au métier d'éditeur de chaînes et dont les caractéristiques principales sont notamment : la distribution de biens physiques ou immatériels auprès des consommateurs, la constitution de stocks de marchandises, l'achat pour revente et l'organisation de spectacles.

Les revenus qui en découlent sont constitués principalement des ventes aux consommateurs ou spectateurs ainsi que des ventes à des distributeurs ou diffuseurs spécialisés. La contribution des revenus publicitaires, bien que plus marginale à ce jour pour ce secteur, est en forte croissance.

LES ELIMINATIONS ET RESULTATS NON AFFECTES se rapportent au coût des plans d'option d'achat et de souscription d'actions, au coût des plans d'attribution d'actions gratuites, au résultat des sociétés immobilières et sociétés sans activité et à des retraitements de consolidation non alloués et correspondant essentiellement à l'élimination des marges réalisées entre sociétés du Groupe dans le cadre de cessions d'actifs stockés ou immobilisés.

RESULTAT

Les contributions de chaque secteur d'activité au résultat sont les suivantes :

	Antenne M6		Chaînes Numériques		Diversifications & Droits Audiovisuels		Eliminations et résultats non affectés		Total	
	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires hors-Groupe	351,5	361,8	91,5	88,8	267,7	269,1	0,1	0,1	710,8	719,7
Chiffre d'affaires inter-segments	18,5	18,8	1,9	1,7	20,0	12,2	(40,4)	(32,7)	-	-
Chiffre d'affaires	370,0	380,6	93,4	90,5	287,7	281,3	(40,4)	(32,6)	710,8	719,7
Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies	84,4	113,4	18,8	20,0	24,0	16,0	(2,0)	(2,5)	125,3	146,9
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	-	(1,7)	-	-	(0,7)	(0,7)	-	-	(0,7)	(2,4)
Résultat de cession de filiales et participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies	84,4	111,7	18,8	20,0	23,3	15,3	(2,0)	(2,5)	124,6	144,5
Résultat financier									22,7	1,5
Part dans les sociétés mises en équivalence									-	-
Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies									147,3	146,0
Impôt									(52,9)	(54,5)
Résultat net des activités poursuivies									94,4	91,5
Résultat de la période									94,4	91,5
attribuable au Groupe									94,4	91,5
attribuable aux intérêts non contrôlants									-	-

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Les contributions de chaque secteur d'activité à la situation financière sont les suivantes :

	Antenne M6		Chaînes numériques		Diversifications et Droits Audiovisuels		Eliminations		Total des activités poursuivies	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Actif et Passif										
Actif du secteur	550,7	476,4	101,6	94,4	399,4	440,6	(119,4)	(133,4)	932,3	878,0
Participation dans les entreprises associées					0,2	0,2			0,2	0,2
Actif non alloué									412,2	497,0
Total Actif	550,7	476,4	101,6	94,4	399,6	440,8	(119,4)	(133,4)	1 344,8	1 375,2
Passif du secteur	366,5	332,8	135,9	135,8	306,6	326,5	(119,4)	(133,4)	689,5	661,8
Passif non alloué									16,3	19,7
Total passif	366,5	332,8	135,9	135,8	306,6	326,5	(119,4)	(133,4)	705,8	681,4
Total actif net	184,3	143,5	(34,3)	(41,3)	93,0	114,3	-	-	639,0	693,8
Autres informations sectorielles										
Investissements corporels et incorporels	9,0	14,1	1,1	1,2	32,2	71,8			42,3	87,1
Amortissements	(6,0)	(11,0)	(0,9)	(1,8)	(35,8)	(62,8)			(42,8)	(75,6)
Dépréciations	(0,7)	(1,4)	0,2	0,6	0,8	(7,9)			0,3	(8,7)
Autres informations sectorielles non allouées									2,4	4,8

Les actifs non alloués correspondent aux disponibilités et autres actifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux créances d'impôts.

Les passifs non alloués correspondent à l'endettement et autres passifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux dettes d'impôts.

N'ayant pas d'activité significative hors de France Métropolitaine, le Groupe ne présente pas d'information sectorielle par zone géographique.

8. Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles

8.1 Autres produits opérationnels

Les autres produits opérationnels s'élèvent à 3,0 M€ et sont constitués principalement par :

- les produits des subventions d'exploitation pour 1,8 M€ contre 2,2 M€ sur le 1^{er} semestre 2011 ;
- les gains de change opérationnels pour 0,6 M€.

8.2 Consommations et autres charges opérationnelles

	30/06/2012	30/06/2011
Consommation de droits de diffusion et programmes de flux	(96,3)	(99,7)
Consommations de stocks de marchandises	(77,8)	(75,4)
Autres services extérieurs	(209,9)	(215,5)
Pertes de change opérationnelles	-	(1,4)
Autres charges	(0,2)	0,6
Consommations et autres charges opérationnelles	(384,1)	(391,4)

8.3 Amortissement, dépréciation, différences de change et coûts des stocks inclus dans les charges opérationnelles

	30/06/2012	30/06/2011
Amortissements et dépréciations des droits audiovisuels	(28,1)	(23,0)
Amortissements et dépréciations des parts producteurs	(4,0)	(1,3)
Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles	(5,4)	(6,5)
Amortissements des immobilisations corporelles	(6,3)	(6,1)
Dépréciations des stocks de droits de diffusion	0,6	9,3
Autres dépréciations	(1,5)	(3,3)
Perte de valeur des goodwill	-	(0,4)
Total dotations (nettes des reprises)	(44,6)	(31,4)

9. Rémunérations en actions

PLANS OCTROYES EN 2012

Au cours du 1^{er} semestre 2012, aucune nouvelle attribution d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites n'a été décidée par le Directoire.

ÉVALUATION A LA JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE ACCORDE AUX SALARIES

En application de IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions* et de IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, les attributions d'options d'achat et de souscription d'actions et les attributions d'actions gratuites octroyées depuis le 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à la date d'octroi.

La juste valeur des attributions d'options d'achat et de souscription d'actions a été appréciée sur la base d'un modèle binomial de valorisation d'option.

La juste valeur des attributions d'actions gratuites s'apprécie comme la valeur de l'action à la date d'octroi diminuée de la valeur actuelle des dividendes futurs estimés sur la période d'indisponibilité.

CARACTERISTIQUES DES PLANS ET JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE OCTROYE

Les principales caractéristiques des plans d'options d'achat, de souscription et d'attribution gratuite d'actions ouverts au 30 juin 2012, ou expirés au cours du semestre, et pour lesquels, en application des dispositions de IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, il est procédé à une évaluation à la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés, sont les suivantes :

	Modèle	Cours de référence	Prix d'exercice	Volatilité historique	Taux sans risque	Rendement attendu	Juste valeur unitaire
Plans de souscription d'actions							
Du 06/05/08	Binomial	15,22	14,73	40,0%	4,39%	6,30%	3,59
Plans d'attribution gratuite d'actions							
Du 25/03/10 (*)		18,84	N/A	N/A	1,00%	5,04%	17,03
Du 27/07/10 (*)		17,66	N/A	N/A	1,00%	5,38%	15,79
Du 22/12/10 (*)		18,22	N/A	N/A	1,13%	5,49%	16,25
Du 26/07/11 (*)		15,75	N/A	N/A	1,56%	6,35%	13,79
Du 22/12/11 (*)		11,40	N/A	N/A	1,02%	9,60%	9,42

(*) Taux sans risque : maturité indiquée à 2 ans

La volatilité historique retenue a été déterminée sur la base d'une durée équivalente à la maturité de chacun des plans.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

La maturité retenue correspond pour le plan de souscription d'actions du 06/05/08 à la période d'acquisition (4 ans) augmentée de 3 années, les options étant exerçables sur une durée de 3 ans après la fin de la période d'acquisition.

Sur la base du taux de départ historiquement constaté, il est posé en outre comme hypothèse que 20% des options ne seront pas exercées compte tenu du départ de bénéficiaires avant la date d'exercice. Le coût des plans de souscription d'actions est ajusté en fonction du taux de départ réel quand ce dernier diffère du taux initialement retenu de 20%.

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans d'attribution d'actions gratuites à la période d'acquisition (2 ans). Il est en outre posé comme hypothèse que 0 à 15% des actions ne seront pas livrées compte tenu du départ de bénéficiaires au cours de la période d'acquisition. A l'issue des plans, le coût des plans d'attribution d'actions gratuites est toutefois ajusté en fonction du taux de départ réel.

Sur le semestre, le solde des options et actions attribuées a évolué comme suit :

	Attribution à la date du plan	Attribution maximum	Solde 31/12/2011	Variation liée à la performance	Attribution	Exercice	Annulation	Solde 30/06/2012
Plans de souscription d'actions	3 083 575	3 083 575	2 092 734	-	-	-	(485 525)	1 607 209
Du 02/06/05	635 500	635 500	368 500				(368 500)	-
Du 06/06/06	736 750	736 750	445 750				(36 500)	409 250
Du 02/05/07	827 500	827 500	576 000				(38 500)	537 500
Du 06/05/08	883 825	883 825	702 484				(42 025)	660 459
Plans d'attribution gratuite d'actions	757 100	853 095	824 295	(16 322)	-	(22 000)	(59 031)	726 942
Du 25/03/10	22 000	22 000	22 000			(22 000)		-
Du 27/07/10	328 500	377 775	372 025				(33 004)	339 021
Du 22/12/10	35 650	48 000	33 050	2 468			(5 717)	29 801
Du 26/07/11	342 700	367 820	359 720	(18 790)			(16 310)	324 620
Du 22/12/11	28 250	37 500	37 500				(4 000)	33 500

Les annulations enregistrées au cours du semestre résultent soit de départs de bénéficiaires avant ouverture de la période d'exercice de leurs droits, soit de l'expiration de plans dans des conditions de marché n'ayant pas rendu possible l'exercice de la totalité des droits. Elles peuvent être liées également à la non-atteinte des objectifs de performances financières assignés lors de l'attribution des plans.

Les données relatives aux plans d'attribution d'actions gratuites sont celles de référence correspondant à l'atteinte des objectifs de performance fixés dans le cadre des plans de 2010 et 2011.

CHARGE COMPTABILISEE AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2012

Compte tenu des données précédemment présentées et en évaluant la charge résultant des plans d'attribution gratuite d'actions sur la base du nombre d'actions probablement livrées, il en résulte les impacts suivants dans le compte de résultat sur la ligne " charges de personnel " :

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

	Charges de personnel	
	30/06/2012	30/06/2011
Plans de souscription d'actions		
Du 02/05/07	-	0,2
Du 06/05/08	0,0	0,3
Plans d'attribution gratuite d'actions		
Du 28/07/09	-	1,1
Du 23/12/09	-	0,2
Du 25/03/10	0,1	0,1
Du 27/07/10	1,3	1,3
Du 22/12/10	0,1	0,2
Du 26/07/11	1,1	-
Du 22/12/11	0,1	-
Charge totale	2,7	3,4

10. Résultat financier

	30/06/2012	30/06/2011
Produits des placements	2,7	2,3
Divers produits d'intérêts	0,6	0,2
Réévaluation des instruments dérivés	-	0,0
Produits de cession des actifs financiers disponibles à la vente	20,2	-
Autres éléments financiers ⁽¹⁾	0,0	7,5
Revenus financiers	23,6	10,0
	30/06/2012	30/06/2011
Intérêts sur emprunts associés et banques	(0,1)	(0,0)
Intérêts capitalisés sur retraite	(0,2)	(0,2)
Réévaluation des instruments dérivés	(0,3)	(0,2)
Autres éléments financiers	(0,3)	(8,1)
Charges financières	(0,9)	(8,5)
RESULTAT FINANCIER	22,7	1,5

Les produits de cession des actifs disponibles à la vente correspondent aux 20,2 M€ de produits enregistrés à la suite de la cession des titres Summit Entertainment (cf. note 17).

La croissance des produits des placements de trésorerie reflète l'appréciation temporaire des taux de marché de référence (Eonia et Euribor) et la performance de la stratégie de diversification des produits financiers utilisés. Avec un niveau moyen de placements en légère baisse d'une année sur l'autre (325,3 M€ contre 369,2 M€ sur le 1^{er} semestre 2011), le Groupe a ainsi dégagé 2,7 M€ de produits financiers contre 2,3 M€ au 30 juin 2011.

Le Groupe n'a pas tiré sur ses lignes de crédit au cours du semestre.

⁽¹⁾ Sur le 1^{er} semestre 2011, le Groupe avait reçu 10,7 M\$ (soit 7,5 M€) de dividendes au titre de ses 9,1% dans le studio américain Summit Entertainment.

11. Impôt sur le résultat

La société Métropole Télévision a déclaré se constituer, à compter du 1^{er} janvier 1988, mère d'un Groupe au sens des dispositions des articles 223-a et suivants du CGI.

Toutes les sociétés françaises du Groupe soumises à l'impôt sur les sociétés et détenues à plus de 95 % directement ou indirectement par Métropole Télévision de manière continue sur l'exercice sont intégrées fiscalement.

Les composants de l'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

	30/06/2012	30/06/2011
Impôt exigible :		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(51,2)	(43,9)
Impôt différé :		
Naissance et renversement des différences temporaires	(1,8)	(10,6)
Total	(52,9)	(54,5)

Le taux d'imposition différé retenu pour 2012 (comme en 2011) est de 36,1% pour les différences temporaires qui seront reprises jusqu'au 31 décembre 2013. Après cette date, les différences temporaires seront reprises au taux d'imposition de 34,43%.

Les impôts différés liés aux ajustements par autres éléments du résultat global sont les suivants :

	30/06/2012	Variations	31/12/2011
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couverture de flux de trésorerie)	(0,5)	(0,3)	(0,3)
Réévaluation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente	(0,9)	3,1	(4,0)
Pertes et gains actuariels IAS 19	1,0	0,8	0,2
Forward sur rachat d'actions propres	3,1	(0,1)	3,2

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt réel du Groupe est le suivant :

	30/06/2012	30/06/2011
Résultat de la période attribuable au Groupe	94,4	91,5
Intérêts non contrôlants	-	-
Impôt sur le résultat	(52,9)	(54,5)
Part dans les sociétés associées	(0,0)	-
Perte de valeur des goodwill	-	(0,4)
Coût des stocks options et des actions gratuites (IFRS 2)	(2,7)	(3,4)
Résultat avant impôt, part dans les sociétés associées, perte de valeur des goodwill et charge IFRS 2	150,0	149,8
Taux d'impôt théorique	36,10%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(54,1)	(51,6)
Éléments en rapprochement :		
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises ⁽¹⁾	(3,4)	(3,4)
Impact lié à la sortie d'une société du groupe fiscal	-	(0,1)
Impact lié aux différentiels de taux d'impôt à l'étranger	5,3	
Autres différences ⁽²⁾	(0,6)	0,5
Charge nette d'impôt réel	(52,9)	(54,5)
Taux effectif d'impôt	35,27%	36,37%

Le taux d'impôt sur les sociétés pour le Groupe est de 36,1 % sur le semestre. Il était de 34,43% au 30 juin 2011.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

L'impact de la variation de taux d'impôt sur le groupe est une charge de 1,9 M€ sur l'impôt exigible et une charge de 0,2 M€ sur l'impôt différé.

⁽¹⁾ Le Groupe a décidé dès l'exercice 2010 de requalifier la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.) en impôt sur le résultat, pour un montant de 5,3 M€ (3,4 M€ net d'impôt) au 30 juin 2012 contre 5,1 M€ (3,4 M€ net d'impôt) au 30 juin 2011.

⁽²⁾ Les autres différences se rapportent principalement aux crédits d'impôt et régularisations antérieurs à 2012 (-0,8 M€).

Au 30 juin 2012, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales, entreprises associées ou coentreprises du Groupe.

Le paiement de dividendes par le Groupe à ses actionnaires n'a pas de conséquence fiscale au 30 juin 2012.

12. Résultat par action

	30/06/2012	30/06/2011
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	94,4	91,5
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) pour le résultat de base par action	126 050 057	128 502 304
Effet dilutif potentiel lié aux rémunérations payées en actions	487 935	715 391
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) ajusté de l'effet de dilution*	126 537 992	129 217 695
Résultat par action (en euros)	0,7485	0,712
Résultat dilué par action (en euros)	0,7457	0,708

* Ne comprend que les actions dilutives (au regard des conditions de marché prévalant à la clôture)

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est nul sur les périodes présentées.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte d'attributions d'actions gratuites accordées lors des plans du 27 juillet 2010, du 22 décembre 2010, du 26 juillet 2011 et du 22 décembre 2011.

Les actions dilutives se montent à 487 935, l'effet dilutif sur le résultat par action représente 0,3 centime d'euro par titre.

13. Dividendes versés

	30/06/2012	30/06/2011
Déclarés et versés au cours de l'exercice	126,2	128,6
Dividende versé par action ordinaire (en euros)	1,00	1,00

14. Immobilisations incorporelles

	Droits audiovisuels	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2011
Au 1er janvier 2011, net des dépréciations et amortissements	58,1	36,4	23,5	76,2	194,1
Acquisitions	18,5	2,8	8,2	-	29,5
Effets de périmètre - montant brut	25,2	27,2	0,1	0,4	53,0
Cessions	-	(0,0)	-	-	(0,0)
Autres mouvements	0,0	(0,0)	-	(1,4)	(1,4)
Reclassements	3,6	2,5	(6,1)	-	0,0
Dépréciations	0,7	0,8	-	(0,4)	1,0
Dotations aux amortissements 2011	(23,7)	(8,6)	-	-	(32,3)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	(20,7)	(27,2)	(0,1)	-	(48,1)
Reprises d'amortissements sur cessions	-	0,0	-	-	0,0
Au 30 juin 2011, net des dépréciations et amortissements	61,6	33,9	25,5	74,8	195,8
Au 1er janvier 2011					
Valeur brute	573,8	485,3	24,0	109,8	1 192,9
Amortissements et dépréciations cumulés	(515,7)	(448,9)	(0,6)	(33,6)	(998,9)
Montant net au 1er janvier 2011	58,1	36,4	23,4	76,2	194,1
Au 30 juin 2011					
Valeur brute	621,0	558,5	26,2	108,9	1 314,6
Amortissements et dépréciations cumulés	(559,5)	(524,6)	(0,7)	(34,1)	(1 118,8)
Montant net au 30 juin 2011	61,6	33,9	25,5	74,8	195,8

	Droits audiovisuels	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2012
Au 1er janvier 2012, net des dépréciations et amortissements	65,7	29,5	25,5	74,8	195,5
Acquisitions	8,9	5,8	23,9	-	38,6
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-
Cessions	(0,7)	(0,0)	(0,0)	-	(0,7)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Reclassements	10,4	10,3	(20,8)	-	0,0
Dépréciations	1,0	(0,7)	-	-	0,3
Dotations aux amortissements 2012	(29,1)	(8,6)	-	-	(37,7)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	0,7	-	-	-	0,7
Au 30 juin 2012, net des dépréciations et amortissements	56,9	36,2	28,7	74,8	196,6
Au 1er janvier 2012					
Valeur brute	649,6	544,6	26,2	108,7	1 329,2
Amortissements et dépréciations cumulés	(583,9)	(515,2)	(0,7)	(33,9)	(1 133,6)
Montant net au 1er janvier 2012	65,7	29,5	25,5	74,8	195,5
Au 30 juin 2012					
Valeur brute	679,0	600,3	29,3	108,7	1 417,4
Amortissements et dépréciations cumulés	(622,0)	(564,2)	(0,7)	(33,9)	(1 220,8)
Montant net au 30 juin 2012	56,9	36,2	28,6	74,8	196,6

Les droits audiovisuels regroupent des droits cinématographiques, télévisuels acquis dans le cadre de productions ou de coproductions mais également en application d'accords de distribution pour lesquels un montant fixe (minimum garanti) a été versé au producteur.

Les autres immobilisations incorporelles se répartissent en logiciels informatiques, coproductions et actifs liés aux indemnités de transfert des joueurs de football.

En application d'IAS 20 - *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique*, les subventions reçues du CNC sont comptabilisées en diminution de la valeur d'actif des coproductions.

L'ensemble des autres immobilisations incorporelles a la nature d'actif amortissable.

15. Goodwill

EVOLUTION

Les goodwill ont évolué comme suit:

	30/06/2012	31/12/2011
A l'ouverture, net des pertes de valeur	74,8	76,2
Acquisitions	-	2,5
Cessions	-	-
Affectations	-	-
Goodwill des activités en cours de cession	-	-
Autres mouvements	-	(1,4)
Pertes de valeur	-	(2,5)
A la clôture	74,8	74,8
A l'ouverture		
Valeurs brutes	108,8	107,7
Cumul des pertes de valeur	(33,9)	(31,5)
Montant net	74,8	76,2
A la clôture		
Valeurs brutes	108,8	108,8
Cumul des pertes de valeur	(33,9)	(33,9)
Montant net	74,8	74,8

Il n'y a pas eu de mouvements sur les goodwill sur le 1er semestre 2012.

REPARTITION

Les Goodwill se répartissent par Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») de la façon suivante :

Valeur nette	30/06/2012	31/12/2011
Antenne M6	-	-
Chaînes numériques	-	-
Diversifications et droits audiovisuels		
Cyréalais	34,3	34,3
Mistergooddeal SA	32,8	32,8
HSS Group	4,0	4,0
MonAlbumPhoto SAS	2,9	2,9
Ventadis	39,7	39,7
SND SA	0,8	0,8
Total	74,8	74,8

Aucun événement susceptible de mettre en cause la valeur des goodwill n'est survenu sur le 1^{er} semestre 2012. Les goodwill feront l'objet d'un test de perte de valeur au cours du second semestre.

16. Immobilisations corporelles

	Terrains	Construction	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2011
Au 1er janvier 2011, net des dépréciations et amortissements	18,6	80,7	19,0	6,2	0,2	125,0
Acquisitions	-	3,6	1,8	1,1	0,5	7,1
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	(0,4)	(0,0)	(0,1)	-	(0,5)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2011	-	(1,8)	(3,2)	(1,2)	-	(6,1)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	0,2	0,0	0,0	-	0,2
Au 30 juin 2011, net des dépréciations et amortissements	18,6	82,4	17,6	6,2	0,6	125,4
Au 1er janvier 2011						
Coût ou juste valeur	18,6	114,8	46,7	18,5	0,2	198,9
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(34,1)	(27,7)	(12,3)	-	(74,2)
Montant net au 1er janvier 2011	18,6	80,7	19,0	6,2	0,2	124,8
Au 30 juin 2011						
Coût ou juste valeur	18,6	118,1	48,5	19,6	0,6	205,5
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(35,7)	(30,9)	(13,4)	-	(80,1)
Montant net au 30 juin 2011	18,6	82,4	17,6	6,2	0,6	125,4

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

	Terrains	Construction	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2012
Au 1er janvier 2012, net des dépréciations et amortissements	18,6	84,3	17,2	6,3	1,4	127,9
Acquisitions	-	4,7	2,0	0,9	(0,3)	7,4
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	(0,1)	(0,3)	(0,2)	-	(0,6)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2012	-	(1,6)	(3,5)	(1,2)	-	(6,3)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	0,0	0,3	0,1	-	0,5
Au 30 juin 2012, net des dépréciations et amortissements	18,6	87,4	15,7	6,0	1,2	128,9
Au 1er janvier 2012						
Coût ou juste valeur	18,6	121,8	50,4	20,9	1,4	213,3
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(37,5)	(33,2)	(14,6)	-	(85,4)
Montant net au 1er janvier 2012	18,6	84,3	17,2	6,3	1,4	127,9
Au 30 juin 2012						
Coût ou juste valeur	18,6	126,5	52,1	21,7	1,2	220,1
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(39,1)	(36,4)	(15,7)	-	(91,2)
Montant net au 30 juin 2012	18,6	87,4	15,7	6,0	1,2	128,9

Les immobilisations en cours relatives aux investissements réalisés dans la construction d'un nouvel immeuble sont présentées dans la colonne « construction ».

17. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constitués des titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées et des créances qui s'y rattachent directement.

	Devise de Référence	30/06/2012					31/12/2011					
		Juste valeur au 1er janvier	Acquisitions / Cessions	Perte de valeur enregistrée en compte de résultat	Variations de juste valeur par capitaux propres	Juste valeur au 30 juin	% de détention	Juste valeur au 1er janvier	Perte de valeur enregistrée en compte de résultat	Variations de juste valeur par capitaux propres	Juste valeur au 31 décembre	% de détention
Summit Entertainment	Dollar (\$)	23,5	(23,5)	-	-	-	9,1%	11,4	(7,5)	19,6	23,5	9,1%
Lions Gate	Dollar (\$)	-	3,4	(2,4)	2,8	3,7	0,4%	-	-	-	-	-
European News Exchange	Euro (€)	0,1	-	-	-	0,1	20,0%	0,1	-	-	0,1	20,0%
Autres		-	0,1	-	0,1	0,1	0,0%	-	-	-	-	-
TOTAL		23,6	(20,0)	(2,4)	2,8	3,9		11,5	(7,5)	19,6	23,6	

Les actifs disponibles à la vente sont principalement constitués d'actions cotées ainsi que d'investissements dans des sociétés non cotées. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur temporaires sont enregistrées dans le résultat global dans les capitaux propres.

L'analyse de perte de valeur des actifs financiers disponibles à la vente repose sur l'analyse de l'ensemble des informations financières dont le Groupe dispose comme actionnaire minoritaire : comptes et annexes, rapport des auditeurs, extraits des dossiers de conseil le cas échéant, transactions éventuelles sur les titres de ces sociétés, rapport d'expertise, plan d'affaires.

Aucun événement susceptible de mettre en cause la valeur des actifs financiers disponibles à la vente n'est survenu sur le 1^{er} semestre 2012.

Le 13 janvier 2012, le Groupe a cédé sa participation dans la société Summit Entertainment dans le cadre de son acquisition à 100% par Lions Gate.

Le Groupe a ainsi enregistré un produit financier de 20,2 M€ et obtenu une participation dans la société Lions Gate valorisée à 1,1 M€ au jour de l'opération.

Cette participation a été réévaluée à sa juste valeur par capitaux propres et s'élève à 3,7 M€ au 30 juin 2012..

18. Autres actifs financiers

Dans cette catégorie apparaît la partie non éliminée des comptes courants détenus sur les coentreprises. La dette résultant du financement du co-actionnaire est classée en dettes financières en application du principe de non compensation des actifs et passifs financiers.

Ces comptes courants sont des prêts à taux variables rémunérés sur la base du taux Eonia.

Les produits générés par ces actifs sont comptabilisés au cours de la période en produits financiers.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

La comptabilisation initiale de tels prêts se fait à la juste valeur, puis ultérieurement au coût amorti.

Au 30 juin 2012, apparaît également en autres actifs financiers non courants, la somme de 20 M€ placée sous séquestre par le Football Club des Girondins de Bordeaux au bénéfice de la ville de Bordeaux. Cette somme est placée au taux fixe de 1,6 % l'an jusqu'à la livraison du futur stade de Bordeaux prévue en 2015. A cette date, la somme sera versée aux partenaires en charge de la construction.

	30/06/2012	31/12/2011
Comptes courants d'associés	2,7	2,7
Dépréciations des comptes courants d'associés	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Autres actifs financiers	20,0	-
Autres actifs financiers non courants	22,7	2,7
Comptes courants d'associés	1,3	0,1
Dépréciations des comptes courants d'associés	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Autres actifs financiers	0,8	0,8
Autres actifs financiers courants	2,2	0,9

19. Stocks

	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2011
Au 1er janvier 2011, net des dépréciations	160,8	29,1	190,0
Acquisitions	120,5	71,5	191,9
Acquisitions de filiales	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-
Consommations	(115,8)	(76,9)	(192,8)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2011	9,3	(0,2)	9,1
Au 30 juin 2011, net des dépréciations	174,7	23,5	198,2
Au 31 décembre 2010			
Coût ou juste valeur	237,7	35,7	273,4
Cumul des dépréciations	(76,9)	(6,5)	(83,4)
Montant net au 31 décembre 2010	160,8	29,1	190,0
Au 30 juin 2011			
Coût ou juste valeur	242,3	30,2	272,5
Cumul des dépréciations	(67,6)	(6,7)	(74,3)
Montant net au 30 juin 2011	174,7	23,5	198,2
	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2012
Au 1er janvier 2012, net des dépréciations	165,5	29,3	194,8
Acquisitions	132,1	74,8	206,9
Acquisitions de filiales	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-
Consommations	(117,7)	(79,3)	(197,0)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2012	0,6	0,9	1,5
Au 30 juin 2012, net des dépréciations	180,5	25,7	206,2
Au 31 décembre 2011			
Coût ou juste valeur	239,6	36,2	275,8
Cumul des dépréciations	(74,1)	(6,9)	(81,0)
Montant net au 31 décembre 2011	165,5	29,3	194,8
Au 30 juin 2012			
Coût ou juste valeur	253,9	31,7	285,6
Cumul des dépréciations	(73,4)	(6,0)	(79,5)
Montant net au 30 juin 2012	180,5	25,7	206,2

20. Instruments financiers

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe aux différentes natures de risques décrits ci-après, ainsi que ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion de ces risques.

20.1 Risque de crédit

Il se rapporte au risque de perte financière encouru par le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

CREANCES CLIENTS

L'appréciation du risque n'est pas identique selon les activités du groupe.

Chiffre d'affaires publicitaire

Afin de sécuriser ce chiffre d'affaires, la principale mesure mise en œuvre par la régie M6 Publicité consiste en la réalisation d'enquêtes de solvabilité. Avec l'assistance de sociétés extérieures spécialisées, elles sont menées systématiquement sur les nouveaux clients, et à intervalles réguliers sur les clients récurrents.

Ces derniers représentent la grande majorité des annonceurs. La base d'annonceurs apparaît donc particulièrement stable, avec plus de 90% du chiffre d'affaires réalisé auprès des mêmes clients d'une année sur l'autre. Elle est en outre constituée en majorité de sociétés françaises cotées ou de filiales françaises de groupes internationaux.

Selon le résultat des enquêtes de solvabilité et le montant engagé de la campagne, des conditions de paiement différenciées selon les clients sont mises en place : M6 exige notamment des annonceurs qui ne remplissent pas les critères de solvabilité requis le paiement d'avance des campagnes. Ces dispositions sont prévues dans les Conditions Générales de Vente de la Régie M6 Publicité.

Grâce à cette politique prudente, le risque de non-paiement des créances publicitaires demeure en deçà de 0,84 % du chiffre d'affaires (0,4% en 2011).

Afin de limiter encore ce risque, la Régie M6 Publicité applique des pénalités de retard sur les factures impayées et dispose au sein de ses équipes d'un service chargé du recouvrement des créances.

Chiffre d'affaires hors publicité

Concernant ce chiffre d'affaires, il n'existe pas de risque clients unitaire d'une importance pouvant entamer significativement la rentabilité du Groupe.

Néanmoins, du personnel dédié au recouvrement des créances s'assure tout au long de l'année que tous les moyens sont mis en œuvre pour limiter les défauts de paiement. En plus des relances réalisées par ce personnel, il peut être fait appel le cas échéant à des organismes spécialisés dans le recouvrement.

CONTREPARTIES BANCAIRES

Pour l'ensemble de ses créances, le Groupe ne fait appel ni à la titrisation, ni à la mobilisation ou à la cession de créances.

Le Groupe reste extrêmement attentif à la qualité de ses contreparties bancaires, et particulièrement depuis les vagues de dégradation de novembre 2011 et juin 2012 des agences de notations envers les banques de la zone Euro. Le Groupe s'est attaché à diversifier les dépositaires des fonds communs de

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

placement dans lesquels la trésorerie excédentaire est investie conformément à la politique de placement décrite à la note 20.3.

Le groupe travaille avec des banques européennes de premier plan, bénéficiant chacune d'une notation "investment grade".

INSTRUMENTS FINANCIERS ACTIFS INSCRITS AU BILAN

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Cette exposition est la suivante :

30/06/2012		Ventilation par catégorie d'instruments					
Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	3,9	3,9	-	3,9	-	-	-
Autres actifs financiers	24,9	24,9	-	-	24,9	-	-
Créances clients	326,9	326,9	-	-	326,9	-	-
Autres actifs courants	176,8	176,8	-	-	176,8	-	-
Instruments financiers dérivés	1,7	1,7	-	-	-	-	1,7
Equivalents de trésorerie	236,8	236,8	236,8	-	-	-	-
Trésorerie	14,3	14,3	14,3	-	-	-	-
Actifs	785,3	785,3	251,1	3,9	-	528,6	1,7

31/12/2011		Ventilation par catégorie d'instruments					
Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	23,6	23,6	-	23,6	-	-	-
Autres actifs financiers	3,6	3,6	-	-	3,6	-	-
Créances clients	292,7	292,7	-	-	292,7	-	-
Autres actifs courants	169,8	169,8	-	-	169,8	-	-
Instruments financiers dérivés	0,9	0,9	-	-	-	-	0,9
Equivalents de trésorerie	315,8	315,8	315,8	-	-	-	-
Trésorerie	12,8	12,8	12,8	-	-	-	-
Actifs	819,2	819,2	328,6	23,6	-	466,1	0,9

BALANCE AGEE DES ACTIFS FINANCIERS

L'antériorité des actifs financiers à la date de clôture s'analyse comme suit :

	Clôture		Ni dépréciés ni arrivés à terme		<= 1 mois		2 - 3 mois	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Actifs financiers	24,9	3,7	24,1	2,8	-	-	-	-
Créances clients brutes	358,7	322,8	192,3	195,6	61,0	36,0	33,1	23,2
Autres créances brutes	183,1	174,6	179,7	169,9	0,5	2,2	-	-
Total	566,7	501,1	396,0	368,4	61,5	38,2	33,1	23,2

	3 - 6 mois		6 - 12 mois		> 1 an		Montant brut déprécié	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Actifs financiers	-	-	0,8	0,8	-	-	-	-
Créances clients brutes	10,4	6,6	16,0	6,4	11,4	25,0	34,5	30,0
Autres créances brutes	-	-	-	-	0,0	-	2,9	2,5
Total	10,4	6,6	16,8	7,2	11,4	25,0	37,4	32,5

Les créances clients et autres créances sont composées de créances commerciales et d'autres créances liées à l'activité comme les avances et acomptes.

20.2 Risque de liquidité

Celui-ci s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer le risque de liquidité, le Groupe a mis en place une politique de suivi prévisionnel de sa trésorerie et de ses besoins de financement afin de toujours disposer des liquidités lui

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

permettant de couvrir son passif exigible. Les liquidités sont gérées de façon centralisée permettant ainsi l'optimisation de la ressource financière.

Dans cette perspective et à titre prudentiel, le Groupe dispose d'un encours de lignes de financement mais n'utilise pas de dérivés de crédit.

Au 30 juin 2012, comme en 2011, aucune ligne de crédit n'a été tirée.

INSTRUMENTS FINANCIERS PASSIFS INSCRITS AU BILAN

L'exposition maximale au risque de liquidité à la date de clôture est la suivante :

30/06/2012			Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	1,3	1,3	-	-	-	-	1,3	-
Crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers non courants	3,5	3,5	3,5	-	-	-	-	-
Dettes financières courantes	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers courants	6,0	6,0	6,0	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	388,5	388,5	-	-	-	-	388,5	-
Dettes sur immobilisations	13,5	13,5	-	-	-	-	13,5	-
Autres dettes	82,2	82,2	-	-	-	-	82,2	-
Passifs	495,0	495,0	9,5	-	-	-	485,5	-

31/12/2011			Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	1,4	1,4	-	-	-	-	1,4	-
Crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers non courants	3,4	3,4	3,4	-	-	-	-	-
Dettes financières courantes	1,5	1,5	-	-	-	-	1,5	-
Autres passifs financiers courants	6,3	6,3	6,3	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	341,1	341,1	-	-	-	-	341,1	-
Dettes sur immobilisations	17,6	17,6	-	-	-	-	17,6	-
Autres dettes	95,7	95,7	-	-	-	-	95,7	-
Passifs	467,0	467,0	9,7	-	-	-	457,3	-

ECHÉANCIER DE LIQUIDITE

La ventilation des dettes du Groupe par échéance est la suivante :

	< 1 an		1 - 5 ans		> 5 ans		Total	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Autres passifs financiers	6,0	6,3	3,5	3,4	-	-	9,5	9,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	388,5	341,1	-	-	-	-	388,5	341,1
Autres dettes d'exploitation	82,2	95,7	0,4	-	-	-	82,6	95,7
Dettes fiscales et sociales	93,8	101,0	-	-	-	-	93,8	101,0
Dettes sur immobilisations	11,9	16,2	1,6	1,4	-	-	13,5	17,6
Dettes envers les entreprises associées	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	582,3	560,2	5,5	4,9	-	-	587,9	585,1

20.3 Risque de marché

Il se rapporte au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et le prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de définir une stratégie limitant l'exposition du Groupe au risque de marché, sans que le coût de cette stratégie ne s'avère significatif.

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe est exposé au risque de change par le biais des contrats d'achat de droits audiovisuels, et en particulier pour l'activité de distribution de films en salles, ainsi que par le biais des achats du pôle Vente à distance.

La principale devise utilisée pour les transactions sus-citées est le dollar américain, et dans une moindre mesure le dollar canadien.

Afin de se protéger contre des fluctuations aléatoires du marché qui risqueraient de pénaliser son résultat ou de réduire la valeur de son patrimoine, le Groupe a décidé de couvrir ses achats de droits

systématiquement dès la signature du contrat. La couverture est alors pondérée en fonction de l'échéance du sous-jacent. Les engagements d'achat de droits sont couverts intégralement.

Le Groupe n'utilise que des produits financiers simples lui garantissant un montant couvert et un taux défini de change. Les instruments utilisés sont pour l'essentiel des achats à terme.

Un rapport sur l'évolution du risque de change est élaboré chaque mois afin d'aider au pilotage de la gestion des risques.

Les flux d'achat en devises ont représenté environ 5,1% du montant total des achats du 1^{er} semestre 2012.

Les ventes réalisées en devises ne font pas l'objet de couverture, dans la mesure où celles-ci ne sont pas significatives (moins de 0,1% du chiffre d'affaires).

Analyse de l'exposition au risque de change

	<i>USD</i> <i>en M€ (1)</i>	<i>CAD</i> <i>en M€ (1)</i>	Total
Actifs	3,7	0,9	4,6
Passifs	(0,3)	-	(0,3)
Hors bilan	(44,2)	-	(44,2)
Position avant gestion	(40,8)	0,9	(39,9)
Couvertures	35,2	(0,7)	34,5
Position nette après gestion	(5,6)	0,2	(5,4)
<i>(1) valorisé au cours de clôture soit :</i>	<i>1,2638</i>	<i>1,29112</i>	

L'exposition du Groupe est couverte à 86,5%.

Pour couvrir les risques de marché, le Groupe a procédé au cours du 1^{er} semestre 2012 à 25 nouvelles couvertures de change de ses passifs libellés en USD pour une valeur totale de 19,3 M€ correspondant à la totalité des engagements pris au cours de la période.

L'exposition nette en devises, après prise en compte des couvertures pour l'ensemble du Groupe, est une position acheteuse de dollars de 5,4 M€. Le risque de perte sur la position nette globale en devises du fait d'une évolution défavorable et uniforme de 10 centimes d'euro contre les dollars US et Canadien serait de 0,6 M€.

En 2011 le Groupe a par ailleurs accordé par le biais de sa filiale SND un prêt de 1,2 million de dollars canadiens à un producteur pour une durée de 21 mois. Ce prêt a fait l'objet d'une couverture pour 75% de sa valeur.

RISQUE DE TAUX D'INTERET

Le Groupe est exposé aux risques liés à l'évolution des taux d'intérêt. La gestion du risque de taux relatif à la position nette de trésorerie du Groupe est établie en fonction de la situation consolidée et des conditions de marché.

L'objectif principal de la politique de gestion du risque de taux est d'optimiser le coût de financement du Groupe et de maximiser les produits de trésorerie.

Les principales caractéristiques des actifs financiers et dettes financières sont les suivantes :

Echéancier des actifs financiers et des dettes financières au 30/06/2012

<i>en M€</i>	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers à taux variable	251,1	4,9	-	255,9
Autres actifs financiers à taux fixe	-	20,0	-	20,0
Total actifs financiers	251,1	24,9	-	275,9
Passifs financiers à taux variable	-	(1,3)	-	(1,3)
Autres passifs financiers à taux fixe	-	-	-	-
Total dettes financières	-	(1,3)	-	(1,3)

Au 30 juin 2012, la position nette à taux variable du Groupe est un actif de 254,6 M€ Elle est constituée principalement de placements en OPCVM de trésorerie monétaires et en dépôts à terme.

Le financement apporté par le Groupe à ses filiales en contrôle conjoint est traité comme un actif financier à hauteur de la quote-part de détention par le coactionnaire. A contrario, le financement apporté par le coactionnaire dans ces sociétés sous contrôle conjoint est reporté en dette financière dans la même proportion.

L'impact d'une hausse des taux de 1 % (cent points de base) serait de +1,6 M€ en année pleine sur le résultat financier ; en revanche, une baisse des taux d'intérêts de 0,50 % (cinquante points de base) entraînerait une baisse du résultat financier de 0,8M€ en année pleine.

POLITIQUE DE PLACEMENT

La politique de placement du Groupe vise à disposer de disponibilités pouvant être rapidement mobilisées sans prise de risque sur le capital placé. L'approche du Groupe est résolument prudente et non spéculative.

Les supports sur lesquels le Groupe investit répondent jusqu'à ce jour aux critères définis par la norme IAS 7 - Tableau des Flux de Trésorerie.

Les placements correspondants sont donc considérés comme des équivalents de trésorerie car liquides, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La question du risque de contrepartie s'est posée avec une acuité particulière en 2011, à la suite de la dégradation de la note de nombreux établissements européens de premier plan. Dans ce contexte, le Groupe a été particulièrement vigilant dans le processus de sélection de ses supports et dans la diversification des contreparties, dépositaires et sociétés de gestion.

Certaines règles prudentielles ont en outre été édictées dans le cadre des placements de trésorerie du Groupe :

- ne pas investir plus de 20% de ses disponibilités auprès d'une même société de gestion (ou d'une même société émettrice dans le cas des billets de trésorerie) ;
- retenir des banques dépositaires des placements notées en "investment grade" (minimum BBB-);
- ne pas détenir plus de 5% de l'actif d'un fonds (ratio d'emprise) ;
- investir dans des fonds ayant les caractéristiques suivantes :
 - dans le cas d'une société de gestion avec laquelle le Groupe est en relation d'affaire depuis moins de deux ans, le fonds investi doit exister depuis au moins deux ans ;
 - l'actif géré par le fonds maître s'élève à au moins un milliard d'euros ;
 - la volatilité annuelle du fonds est inférieure à 0,25% ;
 - concernant la corrélation de la volatilité du fonds avec celle de l'indice de référence du fonds, l'écart de volatilité doit être inférieur à 5 points de base ;
 - la quasi-totalité des titres notés détenus par le fonds (97%) doit faire l'objet d'une notation en "investment grade" (minimum BBB-) ;

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

- le pourcentage des titres non notés doit rester inférieur à 5% du total du fonds.

Néanmoins, compte tenu du niveau actuel de trésorerie du Groupe et de la courbe des taux, le Groupe se garde la faculté afin de dynamiser les revenus issus de sa trésorerie :

- d'une part, de déroger ponctuellement et dans des proportions limitées à une des règles énoncées précédemment dès lors que les autres règles prudentielles sont strictement respectées, et plus particulièrement en portant à 30% l'investissement de ses disponibilités dans une même société de gestion ou en investissant dans des supports notés au moins B+ ;
- d'autre part, d'investir, dans le respect des principales règles prudentielles énoncées précédemment, sur des supports pouvant ne pas être qualifiés d'équivalents de trésorerie.

Toutefois, sur le 1^{er} semestre 2012, le Groupe n'a pas utilisé de cette dernière faculté.

Un suivi de l'ensemble des valeurs sur lesquelles la trésorerie du Groupe est investie, ainsi qu'une liste de valeurs sur lesquelles le Groupe serait susceptible d'investir, sont réalisés quotidiennement. Sur cette base, il est procédé à un arbitrage afin de privilégier les fonds à la fois les plus réguliers et les plus rentables, dans le cadre des contraintes énoncées ci-dessus.

Les rendements des placements, ainsi contrôlés régulièrement, sont communiqués à la direction une fois par mois. Un reporting précis des différents risques de ces placements est également diffusé tous les trimestres.

INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Ils sont classés en autres actifs financiers courants lorsque la valeur de marché de ces instruments est positive et classés en passifs financiers courants lorsque leur valeur de marché est négative.

JUSTE VALEUR

Les positions nettes au bilan des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

	30/06/2012	31/12/2011
Achats à terme	Juste valeur	Juste valeur
Métropole Télévision	-	-
SND	1,1	0,7
HSS	0,5	0,2
TOTAL	1,7	0,9

ÉCHEANCES

Les échéances des instruments de couverture (valorisés en euro au cours de couverture à terme) sont les suivantes :

	2012-06			2011		
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans
Métropole Télévision	-	-	-	0,3	0,3	-
SND	23,3	23,1	0,2	23,6	23,1	0,5
HSS	11,2	11,2	-	4,5	4,5	-
TOTAL	34,5	34,4	0,2	28,4	27,9	0,5

20.4 Effet en résultat des instruments financiers

Les effets en résultat des instruments financiers sont les suivants :

	30/06/2012						
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Impact sur le résultat financier	(0,4)						
Total des produits d'intérêts	3,3	-	-	-	3,3	-	-
Total des charges d'intérêts	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	-
Réévaluation	(0,3)	-	-	-	-	-	(0,3)
Profits ou pertes nets	(3,4)	(3,0)	-	-	(0,3)	-	-
Résultat de cession	-	-	-	-	-	-	-
Impact sur le résultat d'exploitation	5,7						
Profits ou pertes nets	0,1	-	8,0	-	0,1	-	-
Dépréciation nette	5,6	-	-	-	(2,4)	-	-
Gain net / (Perte nette)	5,3	(3,0)	8,0	-	0,8	-	(0,3)

	30/06/2011						
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Impact sur le résultat financier	9,9						
Total des produits d'intérêts	2,5	-	-	-	2,5	-	-
Total des charges d'intérêts	-	-	-	-	0,0	-	-
Réévaluation	(0,1)	0,1	-	-	-	-	(0,2)
Profits ou pertes nets	7,5	7,5	-	-	-	-	-
Résultat de cession	-	-	-	-	-	-	-
Impact sur le résultat d'exploitation	(11,1)						
Profits ou pertes nets	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation nette	(11,1)	-	-	-	(11,1)	-	-
Gain net / (Perte nette)	(1,2)	7,6	-	-	(8,6)	-	(0,2)

21. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/06/2012	31/12/2011
Placement de trésorerie auprès de Bayard d'Antin	15,0	35,0
FCP et SICAV monétaires	221,8	280,8
Trésorerie en banque	14,3	12,8
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	251,1	328,6

La trésorerie et les valeurs mobilières de placement sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont évaluées à leur juste valeur (juste valeur par résultat) conformément à la norme IAS 7. Les FCP et SICAV monétaires ne comportent pas de plus-values latentes, celles-ci ayant été réalisées au 30 juin 2012.

En application de la politique de placement décrite précédemment, la quasi-intégralité des sommes est placée en FCP de trésorerie d'une durée moyenne inférieure à 90 jours, billets de trésorerie, dépôts à terme, auprès de contreparties de qualité « investment grade ».

En outre un montant de 15 M€ est placé auprès de Bayard d'Antin, partie liée, dans le cadre de la convention de placement renouvelée par courrier de Bayard d'Antin le 15 novembre 2011.

22. Capitaux propres

22.1 Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres du Groupe se rapporte essentiellement à la politique de distribution de dividendes et plus généralement de rémunération des actionnaires de Métropole Télévision. A ce titre, le Groupe veille à maintenir un niveau suffisant de trésorerie pour faire face au financement courant de son exploitation ainsi qu'aux investissements de croissance. Le groupe dispose depuis la cession des titres Canal+ France d'une trésorerie excédentaire, au-delà des contraintes décrites ci-dessus, qui lui ouvre un potentiel d'investissement significatif.

Dans cette perspective, et par prudence à l'égard du risque de liquidité, M6 a mis en place au cours de l'année 2008 deux lignes de crédit bancaire pour un montant cumulé de 85 M€: l'une de ces lignes, d'un montant de 35 M€, est arrivée à échéance au cours de l'exercice 2011 et n'a pas été renouvelée à ce jour. Le Groupe a également mis en place une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour 50 M€.

Sur le 1^{er} semestre 2012, aucune de ces lignes de crédit n'a été tirée.

Concernant la rémunération des actionnaires, le Groupe s'est fixé depuis au moins 2004 pour objectif de distribuer un dividende de l'ordre de 80% du bénéfice net (des activités poursuivies, part du Groupe) par action. Une distribution exceptionnelle de dividendes peut néanmoins être envisagée quand le Groupe a dégagé des profits de nature exceptionnelle, notamment compte tenu de cessions d'actifs ou d'activités non poursuivies.

En outre, le Directoire de Métropole Télévision dispose d'une autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2011 pour faire racheter par la société ses propres actions en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Métropole Télévision par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF ;
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5% du capital de la société ;
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions ;
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 4 mai 2011.

Au cours du 1^{er} semestre 2012 et dans le respect de cette autorisation :

- M6 a racheté pour annulation 500 000 de ses actions, soit 0,4% du capital, pour un montant total de 4,9 M€. L'intégralité de ces actions a été détruite afin de ramener le capital de 126 383 964 à 125 883 964 actions ;
- M6 est intervenu sur le marché au titre du contrat de liquidité ;
- M6 a acheté et livré des actions au titre de ses plans d'attribution d'actions gratuites.

Par ailleurs et dans la perspective des prochaines livraisons d'actions gratuites (2012 et 2013), Métropole Télévision a conclu trois contrats d'achat à terme d'actions propres portant sur 715 000 actions, avec comme échéances le 27 juillet 2012, le 22 décembre 2012 et le 26 juillet 2013.

Par ailleurs, bien que disposant d'autorisations données par l'Assemblée Générale des actionnaires afin de procéder dans des cas définis à une augmentation de son capital (par émission d'actions ordinaires et / ou de valeurs mobilières donnant accès au capital), la société n'envisage pas à ce jour d'émettre de nouvelles actions, sauf dans le cadre de l'exercice des options de souscription d'actions.

La société entre par ailleurs dans le champ de l'article 39 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986

modifiée, ainsi que de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001, qui précisent qu'aucune personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, ne peut détenir directement ou indirectement plus de 49% du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre. Il en résulte que toute décision susceptible d'entraîner la dilution ou la relution des actionnaires existants doit être appréciée au regard de cette contrainte légale spécifique.

22.2 Actions composant le capital de Métropole Télévision

<i>en milliers</i>	Actions ordinaires émises	Titres autodétenus	Actions en circulation
Nombre d'actions au 1er janvier 2011	128 958	460	128 498
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	4	-	
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attributions d'actions gratuites		(352)	
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité		39	
Application du programme de rachat d'actions pour annulation	(2 578)	-	
Nombre d'actions au 31 décembre 2011	126 384	147	126 237
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	-	-	
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attributions d'actions gratuites		502	
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité		(16)	
Application du programme de rachat d'actions pour annulation	(500)	-	
Nombre d'actions au 30 juin 2012	125 884	633	125 251

Les actions composant le capital de Métropole Télévision sont toutes des actions ordinaires avec un droit de vote simple.

Les actions sont entièrement libérées.

Trois plans de souscriptions d'actions et quatre plans d'attribution gratuites, accordés à certains cadres et cadres dirigeants du Groupe, sont en place au 30 juin 2012 (cf. note 9).

22.3 Variations de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés et des écarts de conversion sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont cumulées en capitaux propres dans la rubrique « autres réserves ».

Les variations des pertes et gains actuariels sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont cumulées en capitaux propres dans la rubrique « réserves consolidées ».

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

L'impact sur les capitaux propres en autres réserves et réserves consolidées s'analyse comme suit :

Solde au 01/01/2011	(4,6)
Résultat de change réalisé sur opérations non échues	-
Nouvelles couvertures	(2,0)
Variations des anciennes couvertures	(0,1)
Échéances des couvertures	(0,3)
Échéances des opérations sur résultat réalisé enregistré en capitaux propres	-
Variation sur les actifs détenus en vue d'être cédés	-
Variation sur les actifs disponibles à la vente	15,6
Variation sur les retraites	0,2
Total des variations de la période	13,3
Solde au 31/12/2011	8,7
Résultat de change réalisé sur opérations non échues	-
Nouvelles couvertures	0,6
Variations des anciennes couvertures	1,2
Échéances des couvertures	(0,3)
Échéances des opérations sur résultat réalisé enregistré en capitaux propres	-
Variation sur les actifs détenus en vue d'être cédés	-
Variation sur les actifs disponibles à la vente	(15,1)
Variation sur les retraites	(1,6)
Total des variations de la période	(15,1)
Solde au 30/06/2012	(6,3)

La variation de - 15,1 M€ des actifs disponibles à la vente correspond à la cession des titres Summit Entertainment et la réévaluation des titres Lions Gate.

23. Dettes financières

Les variations de l'endettement net sont les suivantes :

	30/06/2012	31/12/2011
Dettes bancaires	-	-
Autres	1,3	1,4
Total dettes financières non courantes	1,3	1,4
Dettes bancaires	-	-
Autres	-	1,5
Total dettes financières courantes	-	1,5

L'endettement net du Groupe au 30 juin 2012 et 2011 se ventile par échéance de la façon suivante :

	Total 30/06/2012	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Total dettes financières	1,3	-	-	1,3
	Total 31/12/2011	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Total dettes financières	2,9	1,5	-	1,4

Le solde des dettes financières se compose principalement:

- de la quote-part de dettes des sociétés co-détenues (0,6 M€) ;
- d'avances conditionnées portées par Diem 2 et M6 Studio pour un montant total de (0,7 M€).

Le Groupe dispose actuellement d'une ligne bancaire à moyen terme pour un montant total de 50 M€ afin de se prémunir du risque de liquidité tel que décrit en note 20.2.

Les conditions de tirage de la ligne de crédit du Groupe sont encadrées principalement par :

- une clause de changement de contrôle ;
- des clauses de ratios financiers qui sont les suivants :
 - dettes nettes / fonds propres < 1 ;
 - dettes nettes / Ebitda < 2 ;
 - Ebitda / Frais financiers > 8.

Le Groupe respecte l'ensemble de ces clauses.

Au 30 juin 2012, cette ligne n'est néanmoins pas tirée et n'a pas été utilisée au cours du semestre.

Le Groupe a également mis en place une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour 50 M€ qui n'a pas été tirée au 30 juin 2012 ni utilisée au cours du 1^{er} semestre 2012.

24. Passifs financiers

Dans la perspective des prochaines livraisons d'actions gratuites, Métropole Télévision a conclu trois contrats d'achat à terme d'actions propres portant sur 715 000 actions, avec comme échéances les 27 juillet 2012, 22 décembre 2012 et 26 juillet 2013 (cf. notes 9 et 22.1).

Au 30 juin 2012, la valeur actualisée de ce passif financier s'élève à 9,5 M€ dont 3,5 M€ à plus d'un an.

En application de l'IAS 32 *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, cet engagement a été reconnu pour sa valeur actuelle comme un passif financier en contrepartie des capitaux propres (autres réserves).

25. Indemnités de départ en retraite

Les engagements pris au titre des indemnités de départ en retraite ne sont pas couverts par un contrat d'assurance ou des actifs dédiés.

PRINCIPALES HYPOTHESES ACTUARIELLES

en %	30/06/2012	30/06/2011
Taux d'actualisation	3,25	5,00
Augmentations de salaires futures *	3,60	3,60
Taux d'inflation	2,00	2,00

* médiane établie en fonction de l'âge et du statut

Le taux d'actualisation est établi pour une durée moyenne de 10 ans avec pour référence l'indice Iboxx €corporate bonds AA 10+.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

CHARGES COMPTABILISEES DANS LE COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2012	30/06/2011
Coût du service courant	0,0	(0,3)
Coûts des intérêts sur l'obligation	(0,2)	(0,2)
Amortissement des coûts des services passés	-	-
Dépense nette	(0,2)	(0,5)

PROVISION ET VALEUR ACTUALISEE DE L'OBLIGATION

	30/06/2012	30/06/2011
Obligation à l'ouverture	8,5	7,7
Coût du service courant, réductions/cessations	0,4	0,3
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,2	0,2
Prestations versées	(0,4)	-
Ecart actuariels - Changements d'hypothèse	2,4	(0,6)
Ecart actuariels - Effet d'expérience	-	-
Variation de périmètre	-	-
Obligation à la clôture	11,1	7,6

Le montant des écarts actuariels cumulés comptabilisés en autres éléments du résultat global s'élève à - 2,4 M€ au 30 juin 2012.

TESTS DE SENSIBILITE AUX HYPOTHESES

Obligation à la clôture avec un taux d'actualisation de + 1% : 9,4 M€

Obligation à la clôture avec un taux d'augmentation des salaires de + 1% : 13,1 M€

26. Provisions

Les provisions ont évolué de la façon suivante sur les 1^{ers} semestres 2011 et 2012 :

	Provisions pour retraite (1)	Provisions sur pertes des entreprises associées	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges (2)	Provisions sur droits hors bilan (3)	Autres provisions pour charges (4)	Total
Au 31 décembre 2010	7,7	-	0,2	20,1	47,1	30,1	105,1
Acquisitions de filiales				0,2			
Cessions de filiales							
Dotations de la période	0,5			5,5	8,5	1,8	16,3
Utilisation			(0,0)	(1,5)	(9,8)	(1,8)	(13,2)
Reprise non utilisée	(0,0)			(3,0)	(2,9)	(1,6)	(7,6)
Autres variations	(0,6)						(0,6)
Au 30 juin 2011	7,6	-	0,1	21,2	42,9	28,4	100,3
Courant 2010	-	-	0,2	20,1	47,1	30,1	97,4
Non courant 2010	7,7						7,7
Total	7,7	-	0,2	20,1	47,1	30,1	105,1
Courant 2011			0,1	21,2	42,9	28,4	92,7
Non courant 2011	7,6						7,6
Total	7,6	-	0,1	21,2	42,9	28,4	100,3

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

	Provisions pour retraite (1)	Provisions sur pertes des entreprises associées	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges (2)	Provisions sur droits hors bilan (3)	Autres provisions pour charges (4)	Total
Au 31 décembre 2011	8,5	-	0,1	25,6	52,4	22,5	109,1
Acquisitions de filiales							
Cessions de filiales							
Dotations de la période	0,6		0,4	3,2	10,2	7,6	21,9
Utilisation	(0,4)		(0,4)	(2,2)	(9,1)	(4,3)	(16,5)
Reprise non utilisée				(1,3)	(1,9)	(1,0)	(4,2)
Autres variations	2,4		1,6	(1,8)		0,3	2,6
Au 30 juin 2012	11,1	-	1,7	23,5	51,4	25,1	112,8
Courant 2011	-	-	0,1	25,6	52,4	22,5	100,6
Non courant 2011	8,5	-	-	-	-	-	8,5
Total	8,5	-	0,1	25,6	52,4	22,5	109,1
Courant 2012	-	-	1,7	23,5	51,4	22,0	98,6
Non courant 2012	11,1	-	-	-	-	3,2	14,3
Total	11,1	-	1,7	23,5	51,4	25,1	112,8

Au 30 juin 2012, les provisions se ventilent de la façon suivante :

	30/06/2012	31/12/2011
(1) Provisions pour retraite :		
- Antenne M6	7,5	6,0
- Diversifications	3,0	2,1
- Chaînes Numériques	0,6	0,4
	11,1	8,5
(2) Provisions pour litiges :		
- Antenne M6	9,8	9,5
- Diversifications	10,5	13,2
- Chaînes Numériques	3,2	3,0
	23,5	25,6
(3) Provisions sur droits hors bilan :		
- Antenne M6	38,3	37,8
- Diversifications	1,7	1,5
- Chaînes Numériques	11,4	13,1
	51,4	52,4
(4) Autres provisions pour charges :		
- Antenne M6	10,2	11,2
- Diversifications	9,8	9,3
- Chaînes Numériques	1,4	1,5
- Charges non affectées	3,8	0,6
	25,1	22,5

Les litiges inclus dans le poste « provisions pour litiges » se rapportent à l'ensemble des procédures judiciaires engagées contre une ou des sociétés du Groupe et pour lesquelles une issue défavorable pour le Groupe est probable. Dans une très grande majorité des cas, le litige a dépassé le stade du précontentieux et est en cours d'examen, de jugement ou d'appel par les tribunaux compétents (commerce, prud'hommes, instance, correctionnel ou cour de cassation).

Les informations complémentaires relatives aux litiges en cours ne sont pas présentées individuellement dans la mesure où la communication de ces éléments pourrait être préjudiciable au Groupe.

Les provisions sur droits hors bilan se rapportent à une perte de valeur de droits de diffusion que le Groupe s'est engagé à acquérir mais qui ne figurent pas encore en stocks au bilan.

En effet, la charge résultant de la probabilité de non diffusion d'un droit non ouvert (et donc classé en engagement hors bilan), ne pouvant être constatée à travers la dépréciation d'un actif au bilan, est donc reconnue par le biais d'une provision pour risques et charges.

Cette dépréciation d'un droit non ouvert s'inscrit dans la logique de fonctionnement du marché des droits audiovisuels puisque les chaînes de télévision sont généralement engagées dans des accords d'approvisionnement avec des producteurs sur des productions futures sans qu'elles aient la certitude que l'ensemble de ces dernières soient de qualité homogène et diffusable au regard de leurs lignes éditoriales et de leurs cibles d'audience.

Les chaînes peuvent également être engagées à diffuser un programme de flux ou un événement dont le potentiel d'audience et d'image ne porte pas les recettes publicitaires à un niveau permettant de couvrir le coût complet du programme.

La perte de valeur du droit peut recouvrir :

- le cas d'une diffusion improbable : le programme ne pourra être diffusé faute de potentiel d'audience ;
- le cas d'une insuffisance de recettes nettes dans la fenêtre de diffusion du programme.

Dans tous les cas, les dépréciations sont appréciées dans le cadre d'une revue de portefeuille, titre par titre, au regard des objectifs d'audience et de recettes attachées à chaque programme, définis par les directions des programmes des chaînes du Groupe.

Les « autres provisions pour charges » se rapportent à des coûts que le Groupe devrait supporter dans le cadre de l'exécution d'un contrat ou de ses obligations réglementaires et fiscales sans qu'à ce stade les sommes dues ne soient exigibles ou n'aient été exigées, notamment dans le cadre d'une procédure contentieuse ou judiciaire.

Les montants reportés pour ces trois natures de provisions correspondent à la meilleure estimation possible de la sortie de ressources futures pour le Groupe compte tenu des réclamations des plaignants, des jugements déjà prononcés le cas échéant ou de l'appréciation de la direction au regard d'expériences similaires et/ou des calculs réalisés par la direction financière.

Le Groupe considère que les échéances de décaissements liées à ces provisions s'inscrivent dans le cadre du cycle normal de l'exploitation du Groupe, ce qui justifie la classification de ces provisions en provisions courantes.

27. Actifs et passifs éventuels

A. ACHATS DE DROITS ET ENGAGEMENTS DE COPRODUCTIONS (NETS)

Ces engagements se rapportent :

- aux engagements d'achats sur des droits non encore produits ou achevés ;
- aux engagements contractuels sur les coproductions en attente d'acceptation technique ou de visa d'exploitation, déduction faite des acomptes versés.

Ils sont exprimés nets des avances et acomptes versés à ce titre pour les droits correspondants non encore enregistrés en stocks.

B. TRANSPORT D'IMAGES, LOCATION SATELLITE ET TRANSPONDEURS

Ces engagements sont relatifs à la fourniture de services de télédiffusion et à la location de capacité satellitaire et de transpondeurs auprès de sociétés privées pour la diffusion numérique.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance.

C. BAUX NON RESILIALES

Il s'agit des paiements futurs minimaux pour des contrats de location simple non résiliables et en cours à la clôture de l'exercice. Ils se rapportent pour l'essentiel à des locations immobilières.

D. RESPONSABILITE SUR PASSIF DES SOCIETES DE PERSONNES

Dans la mesure où les associés d'une société de personnes répondent indéfiniment et solidairement des dettes portées par la société, le Groupe présente en engagements hors bilan donnés le total du passif des sociétés en nom collectif qu'il détient, retraité des comptes de régularisation ainsi que des comptes courants d'associés, et en engagements hors bilan reçus la quote-part de ce passif détenu par les autres associés.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

E. VENTES DE DROITS

Ces engagements recouvrent les contrats de ventes de droits de diffusion non encore disponibles au 30 juin 2012.

F. CONTRATS DE DIFFUSION

Ces engagements concernent les contrats de diffusion des chaînes du Groupe auprès de Canal+ France et des autres distributeurs.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance certaine ou probable.

La présentation des engagements du Groupe n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Les actifs immobilisés du Groupe ne sont assortis d'aucun nantissement ou hypothèque.

	< 1 an	> 1 an	Total 30/06/2012	Total 31/12/2011	Conditions de mise en œuvre
Engagements donnés					
Achats de droits et engagements de coproductions (bruts)	208,0	517,5	725,5	741,4	Contrats signés
Avances versées au titre des achats de droits et engagements de coproductions	(25,5)	(53,3)	(78,7)	(76,2)	
<i>Achats de droits et engagements de coproductions (nets)</i>	<i>182,5</i>	<i>464,2</i>	<i>646,8</i>	<i>665,2</i>	
Transport d'images, location satellites et transpondeurs	15,2	95,6	110,8	100,3	Contrats signés
Baux non résiliables	6,6	23,2	29,9	30,3	Baux
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	8,5	8,5	6,6	Liquidation de la SNC
Autres	3,8	1,7	5,5	53,6	
Total des engagements donnés	208,1	593,2	801,3	856,0	
Engagements reçus					
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	8,5	8,5	6,6	Liquidation de la SNC
Ventes de droits	1,7	7,3	9,0	6,8	Échéances annuelles
Contrats de diffusion	24,4	36,5	60,9	72,5	Contrats signés
Autres	5,1	-	5,1	5,9	
Total des engagements reçus	31,2	52,3	83,5	91,8	

Au 30 juin 2012, les engagements donnés par le groupe s'élèvent à 801,3 M€ contre 856,0 M€ au 31 décembre 2011.

Cette diminution des engagements donnés (- 54,7 M€) résulte principalement des évolutions suivantes :

- Les engagements d'achats de droits et engagements de coproductions nets des avances versées ont reculé de - 18,5 M€: en effet, la valeur totale des droits sortis des engagements car inscrits au bilan en stocks au cours du semestre s'avère supérieure à celle des nouveaux engagements conclus au cours des six premiers mois de l'exercice 2012.
- Les engagements en lien avec les contrats de transport et de diffusion des chaînes s'élèvent à 110,8 M€ en hausse de + 10,5 M€ par rapport au 31 décembre 2011.
- La garantie de 20 M€ donnée par le Groupe en 2011 au titre du nouveau stade de Bordeaux a été exécutée avec le versement de la somme sur un compte séquestre au profit de la ville de Bordeaux courant février 2012.

Au 30 juin 2012, les engagements reçus par le groupe s'élèvent à 83,5 M€ contre 91,8 M€ au 31 décembre 2011.

La variation résulte principalement de l'évolution (- 11,6 M€) des engagements au titre de la distribution des chaînes du Groupe, à mesure de l'exécution des contrats.

28. Parties liées

28.1 Identification des parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés non consolidées, les coentreprises et les entreprises associées, RTL Group, actionnaire du Groupe à hauteur de 48,46%, Bertelsmann AG, actionnaire de RTL, les mandataires sociaux et les membres du Conseil de Surveillance.

28.2 Transactions avec les actionnaires

PRET AUX ACTIONNAIRES

Aux termes d'une convention de placement de trésorerie signée entre Bayard d'Antin SA et Métropole Télévision, dont la première mise en œuvre date du 1^{er} décembre 2005, la société Métropole Télévision a la possibilité de prêter ses disponibilités de trésorerie à la société Bayard d'Antin soit au jour le jour, soit en bloquant une partie de ce prêt sur une période ne pouvant excéder 3 mois. La rémunération prévue par cette convention est conforme aux conditions du marché.

Le renouvellement de cette convention a été autorisé par le Conseil de Surveillance du 8 novembre 2011 pour 12 mois et M6 garde ainsi la possibilité d'emprunter auprès de Bayard d'Antin, pour autant que le montant emprunté n'excède pas 48% des montants empruntés auprès des établissements bancaires, pour des périodes allant de 1 semaine à 3 mois ; les conditions financières sont conformes aux conditions de marché.

Afin de respecter la politique de placement de Métropole Télévision (décrite en note 20.3), le placement à Bayard d'Antin ne peut excéder un certain ratio des liquidités bancaires du Groupe Métropole Télévision.

Au 30 juin 2012, le placement de trésorerie auprès de Bayard d'Antin s'élève à 15,0 M€

TRANSACTIONS COURANTES

	30/06/2012		30/06/2011	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Ventes de biens et services	4,8	0,0	3,4	0,1
Achats de biens et services	(7,4)	(0,4)	(14,1)	(0,5)

Les transactions courantes effectuées avec les actionnaires ont été conclues à des conditions normales de marché, étant précisé que les achats se rapportent essentiellement à des programmes acquis auprès de sociétés de production de RTL Group.

Les positions nettes au bilan résultant de ces ventes et achats sont les suivantes :

	30/06/2012		31/12/2011	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Créances	9,5	0,1	8,1	0,1
Dettes	13,0	0,5	7,3	0,4

OPERATIONS SPECIFIQUES

Aucune opération spécifique n'a été conclue par le Groupe avec ses actionnaires au cours du 1^{er} semestre 2012.

28.3 Transactions avec les coentreprises

Les transactions suivantes ont été réalisées entre les filiales du Groupe et les coentreprises (TF6, Série-Club, Panorabanque et HSS Belgique) :

	30/06/2012	30/06/2011
à 100%		
Ventes de biens et services	6,4	5,1
Produits financiers	-	-
Achats de biens et services	-	-

Les ventes et les achats effectués avec les coentreprises ont été conclus à des conditions normales de marché.

Les positions nettes au bilan résultant de ces ventes et achats sont les suivantes :

	30/06/2012	31/12/2011
à 100%		
Créances	4,2	3,1
<i>dont financement</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>
Dettes	3,1	4,6
<i>dont financement</i>	<i>2,0</i>	<i>3,1</i>

Les créances relatives au financement sont constituées des quote-parts des résultats des sociétés de personnes auprès de leur société mère.

28.4 Transactions avec les entreprises associées

Il n'y a pas eu de transactions significatives au cours du 1^{er} semestre 2012 avec la société QuickSign.

28.5 Transactions avec les dirigeants

La rémunération versée au cours du 1^{er} semestre 2012 aux membres du Directoire représente un total de 3 131 773 € et se ventile en une part fixe pour 1 392 452 € et une part variable pour 1 739 321 €.

Au cours du 1^{er} semestre 2012, il n'y a pas eu de nouvelle attribution d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites au bénéfice des membres du Directoire.

Dans cette même période, dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites du 25 mars 2010, 22 000 actions gratuites ont été livrées aux membres du Directoire.

Par ailleurs, au même titre et dans les mêmes conditions que les salariés du Groupe, les membres du Directoire pourront bénéficier d'une indemnité légale de fin de carrière dont le coût global et les modalités de détermination sont décrits en note 4.14 du document de référence 2011.

Concernant le Conseil de Surveillance, aucune rémunération sous forme de jetons de présence au titre de l'exercice 2012 n'a été versée au cours du semestre écoulé. En outre, les personnes physiques membres du Conseil de Surveillance ou représentant une personne morale membre du Conseil de Surveillance détenaient 168 146 actions du Groupe au 30 juin 2012.

29. Événements post clôture

Aucun événement important n'a été relevé depuis le 1^{er} juillet 2012, susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité ou le patrimoine du Groupe.

INFORMATIONS FINANCIERES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

30. Périmètre

Société	Forme	Activité	30/06/2012		31/12/2011	
			% de contrôle	Méthode de consolidation	% de contrôle	Méthode de consolidation
ANTENNE M6						
Métropole Télévision - M6	SA	Société mère	-	IG	-	IG
M6 Publicité	SASU	Régie publicitaire	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Créations	SAS	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Bordeaux	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Toulouse	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
C. Productions	SA	Production d'émissions	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Films	SA	Coproduction de films	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Métropole Production	SA	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Studio 89 Productions	SAS	Production d'émissions audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
CHAINES NUMERIQUES						
M6 Thématique	SA	Holding des chaînes numériques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Eti TV - W9	SAS	Chaîne musicale W9	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Génération	SAS	Chaîne musicale	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Communication	SAS	Chaînes musicales M6 Music Black - Rock - Hit	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Paris Première	SAS	Chaîne numérique Paris Première	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sedi TV - Téva	SAS	Chaîne numérique Téva	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Série Club	SA	Chaîne numérique Série Club	50,00 %	IP	50,00 %	IP
TF6	SCS	Chaîne numérique TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
SNDA	SAS	Distribution de droits audiovisuels	100,00 %	IG	-	
DIVERSIFICATIONS ET DROITS AUDIOVISUELS						
M6 Foot	SAS	Holding activité sportive	100,00 %	IG	100,00 %	IG
FC Girondins de Bordeaux	SASP	Club de Football	100,00 %	IG	100,00 %	IG
33 FM	SAS	Édition et diffusion de programmes radio	95,00 %	IG	95,00 %	IG
Girondins Expressions	SASU	Chaîne TV dédiée aux Girondins 24h / 24h	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Girondins Horizons	SASU	Agence de voyages	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Interactions	SAS	Exploitation des droits dérivés	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Editions	SA	Société de presse	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Evénements	SA	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Live Stage	SAS	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Web	SAS	Société internet et télématique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
QuickSign	SAS	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	34,00 %	ME	34,00 %	ME
Panorabanque	SAS	Comparateur de banques en ligne	50,00 %	IP	50,00 %	IP
Sous-groupe HSS :						
Home Shopping Service	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Boutique la Chaîne	SNC	Chaîne 24 h / 24 h	-	F	100,00 %	IG
HSS Belgique	SA	Emissions de téléachat	50,00 %	IP	50,00 %	IP
HSS Hongrie	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SETV Belgique	GIE	Exploitation bureau de gestion vente par téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Télévente promotion	SA	Emissions de téléachat	-	F	100,00 %	IG
Unité 15 Belgique	SA	Service clients	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 France	SA	Gestion et animation d'activité de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mistergooddeal	SA	E-commerce	100,00 %	IG	100,00 %	IG
MonAlbumPhoto	SAS	Vente à distance sur catalogue spécialisé	95,00 %	IG	95,00 %	IG
M6 Divertissement	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Diem 2	SA	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Les Films de la Suane	SARL	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Studio	SAS	Production de longs métrages d'animation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Distribution	SA	Distribution films cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Cinématographie	SAS	Portefeuille de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TCM DA	SNC	Portefeuille de droits de diffusion	100,00 %	IG	100,00 %	IG
IMMOBILIER - SANS ACTIVITE						
Immobilier 46D	SAS	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Immobilier M6	SA	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SCI du 107	SCI	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Diffusions	SA	Holding activité numérique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Développement	SASU	Organisation de formation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Créative	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TF6 Gestion	SA	Gérante de TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
SND USA	INC	Holding activité droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SND Films	LLC	Développement d'œuvres cinématographiques	100,00 %	IG	-	

IG : Intégration globale
 IP : Intégration proportionnelle
 ME : Mise en équivalence
 F : Fusion

Le Groupe n'est ni actionnaire, ni partie prenante dans aucune société " ad hoc ".

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Ernst & Young et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
France

Métropole Télévision S.A.

Siège social : 89, avenue Charles de Gaulle - 92575 Neuilly-sur-Seine Cedex

Capital social : €50 353 585,60

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Métropole Télévision, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4 de l'annexe qui précise l'application anticipée par votre société de l'amendement à IAS1 – Présentation des postes des autres éléments du compte de résultat global (OCI).

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Marc Ghilotti

Bruno Perrin



MÉTROPOLE TÉLÉVISION

**89 AVENUE CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
T/ 01 41 92 66 66 F/ 01 41 92 66 10
WWW.GROUPEM6.FR**